COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

CPS N° 67 (10 frs) 11 AVRIL 1997

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

LES ORGANISATIONS OUVRIERES, PARTIS (PS ET PCF), LES DIRECTIONS SYNDICALES (CGT, FO, FSU, FEN) AIDENT LE GOUVERNEMENT QU'IL FAUT ABATTRE : LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPE

L'ENSEIGNEMENT SELON CHIRAC

Toujours égal à lui-même, Jacques Chirac, Président de la République de son état, s'est adressé le 10 mars à son "peuple". Il a traité de "l'éducation". Encore que la presse ait glissé sur cette partie de sa prise de position, l'essentiel de celle-ci est résumée dans ce qui suit :

"Programmes et rythmes trop chargés", " les rythmes scolaires ne sont pas bien adaptés. Ils sont trop chargés. Les programmes sont probablement excessifs. J'ai demandé, là aussi, au ministre de l'éducation nationale d'essayer de revoir les programmes. C'est au fond ce que l'on apprend à nos enfants. Ce n'est donc pas un problème d'experts. C'est un vrai problème de société qui suppose un vrai débat national, un débat parlementaire, non pas pour les arrêter naturellement, mais pour en débattre".

"Et si l'on aménage les rythmes scolaires, si l'on fait d'avantage de sport et de disciplines de la sensibilité, les enseignements artistiques dans le programme des enfants, c'est bon pour les enfants, conforme à œ qu'ils peuvent apprendre de mieux."

Il continue :

"établir les programmes où l'on maintient l'essentiel et non pas ce qui n'est pas absolument nécessaire" pour avoir "une tête bien faite et pas seulement bien pleine"

Les valets de paroles, William Lémergie et Jean-Marie Cavada, ont rempli leur fonction, il ont amené sur un plateau les questions décidées d'avance.

C'est clair, il s'agit de pratiquer des coupes claires dans l'enseignement public, de le réduire à ce que veulent le gouvernement Chirac-Juppé et le capital, mettre en place "les stages diplômants". Il s'agit seulement *"d'un séjour en entreprise"* sans rapport avec les études, les étudiants à l'usine "en situation de production", sous la férule et totalement soumis au patronat, le tout pour 1700 francs par mois maximum. C'est l'un des aspects majeurs de la politique du gouvernement Chirac-Juppé, gouvernement du capital, réaction sur toute la ligne. Où va-t-il ?

L'ALLEMAGNE, LA COLLABORATION SPD-CSU OUVRE LA VOIE POUR TOUS

Il n'est qu'à analyser la politique du SPD pour le savoir, il faut donc s'arrêter sur ce qui se passe en Allemagne.

Le lundi 24 février 1997, le chancelier Kohl a rencontré le Président du Parti social-démocrate Oskar Lafontaine pour mettre au point avec lui son projet de réforme fiscale. A la suite de la rencontre CSU-SPD, la perspective c'est un gouvernement de grande coalition rappelant celui constitué le 21 août 1969 : Willy Brandt était élu Chancelier par le Bundestag et formait un gouvernement SPD-CSU. Déjà depuis longtemps, le SPD est majoritaire au Bundesrat. Il suffit qu'il vote contre tout projet que le gouvernement Kohl soumet pour que celui-ci soit dans l'impasse. Il s'en garde bien. Mais cette fois le SPD franchit un nouveau pas. Et quel pas !

Le CPS numéro 64 du 16 septembre 1996 a publié un excellent article intitulé *"Le prolétariat allemand, prolétariat décisif en Europe"*. Il est impossible de le reproduire ici, aussi faut-il le lire ou le relire. Pour l'essentiel il affirme :

"Le prolétariat allemand est le prolétariat décisif" et il explique *"Le 15 juin 1996, 350 000 personnes convergent sur Bonn ; c'est plus que la totalité de la population de cette ville dont le choix comme capitale de la RFA en 1949 est dû au fait qu'elle est située à l'écart des grandes concentrations ouvrières. Il s'agit de la plus grande manifestation de l'après-guerre organisée à l'appel de la Confédération allemande des syndicats, le DGB. 350 000 salariés venus par 75 trains et 5400 autobus spéciaux défilent contre la politique d'austérité du gouvernement Kohl* (notamment la réduc-

tion des allocations maladie de 100% du salaire à 80%). *"Toute la presse a relevé l'importance des mots d'ordre contre Kohl, mots d'ordre exprimant la nécessité de le chasser. Mais telle n'est pas l'orientation de l'appareil du DGB qui a néanmoins été contraint d'appeler à la manifestation centralisée des travailleurs de toute l'Allemagne.*

L'initiative du DGB a été appuyée par le SPD (le Parti socialiste, seul parti ouvrier de l'Allemagne unifiée), des formations bourgeoises et petites bourgeoise, le PDS (l'ex-parti stalinien rebaptisé dont l'essentiel des cadres a été intégré à l'appareil d'État de la République bourgeoise fédérale), les Églises, les Verts. Les déclarations du Président du DGB, Dieter Schulte, montre que pour lui, il n'est pas question de chasser le gouvernement réactionnaire d'Helmut Kohl

VIVE LE GOUVERNEMENT KOHL

Le Chancelier Kohl ne doit pas être seulement le chancelier de l'unification, il doit être celui de la justice sociale (en d'autres termes : il faut qu'il reste au pouvoir - NDLR*). "Je sollicite chaque député du Parlement allemand pour lui demander de voter non au plan Kohl"*

MALADIE : RECUL DU PATRONAT

Néanmoins, la direction du DGB a été contrainte de poursuivre la grève à la rentrée contre le plan Kohl. Celle-ci, au moins en ce qui concerne la question de l'assurance maladie, a été victorieuse : le patronat allemand a dû finalement accepter qu'elle reste à 100% du salaire. Pourtant Les Échos du 13 mars 1997 écrivaient : *"La voie est libre pour la réforme de l'assurance-maladie."*

Après des mois de négociations très difficiles, le groupe parlementaire (CDU-CSU) a accepté un texte qualifié d'escroquerie par les syndicats (sans qu'ils bougent le petit doigt*) qui devrait être accepté par le Bundestag. Malgré leur majorité au Bundesrat, les sociaux-démocrates du SPD n'appellent pas le Bundesrat à se prononcer contre la loi, dont la principale mesure prévoit d'augmenter de 5 Marks (17 Francs) le forfait déjà payé par les allemands pour les achats de médicaments, les trajets des ambulances et des journées d'hôpital.. Pourtant le vote du Bundesrat suffirait à la bloquer, ce qui bloquerait aussi le gouvernement Kohl."*

TRADUCTION FRANÇAISE

En France, une situation comparable à celle de l'Allemagne, a amené L.Jospin, au nom du PS, à dévoiler son "Projet économique". Il a expliqué *"il faut une dynamique de l'expansion vertueuse"* tout en continuant à se prononcer "pour l'Europe"

- *"Une réforme des cotisations d'assurance-maladie : remplacer les cotisations salariales classiques par une nouvelle CSG (7,9%)"*, en d'autres termes, liquidation du caractère de solidarité ouvrière de celle-ci. La CSG contre laquelle les travailleurs s'étaient dressés en novembre-décembre 1995, devrait contribuer à redistribuer du pouvoir d'achat (!).

- Une loi-cadre devrait "tirer" la longueur légale du travail vers les 35 heures sans perte de salaire, cela dans un délai de trois ans. Une conférence, favorable à *"la progression des salaires dans le revenu national"*, pour la réduction du temps de travail et sur l'emploi devrait avoir lieu (c'est instituer la participation).

- Trois cent cinquante mille emplois à caractère public seront financés par l'État. Il sera demandé au patronat de créer plusieurs centaines de milliers d'emplois - à votre bonne grâce, les patrons.

Un dirigeant du RPR a souligné : "ce sont des propositions que le gouvernement Chirac-Juppé applique déjà".

La première de ces propositions revient à liquider la Sécurité sociale, conquête de la classe ouvrière qui était placée sous le contrôle de ses élus. Elle institue une sorte de service de santé placé sous la direction du pouvoir, du gouvernement qui le manipulera selon les besoins du patronat.

LE PCF, LES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Le PS, le PCF, les dirigeants syndicaux, le gouvernement ont un tabou : ne pas même prononcer les mots "régime capitaliste". Ou plutôt le PS et le PCF proclament que le "socialisme", le "communisme" sont responsable de ce que l'économie planifiée, sur la base de la propriété étatique des moyens de production, ait été dans l'impasse et se soit effondrée. Autre tabou pour ces gens : "Staline, stalinisme" ils ne connaissent plus.

C'est le mode de production capitaliste qui est responsable de tout ce qui aujourd'hui accable le prolétariat. Son effondrement est inéluctable, d'autant plus qu'il engendre constamment une fantastique spéculation. Il n'y a pas de solution durable sans que le mode de production capitaliste soit balayé et que soit instaurée la propriété étatique des moyens de production, que soit réalisé un plan de production, cela sous le contrôle du prolétariat, répondant aux véritables besoins des masses, œ qui exige la révolution prolétarienne, que la classe ouvrière prenne le pouvoir et instaure la dictature du prolétariat.

Le PS, le PCF ont oublié "la bureaucratie du Kremlin" et son rôle : elle a géré en les pillant et les déformant les rapports de production provenant de la Révolution d'Octobre. La voie de la révolution lui étant interdite, elle a répondu à l'impérialisme en utilisant ses méthodes : la course aux armements notamment, mais elle disposait de capacités économiques beaucoup moindres. Au bout, ce fut la catastrophe économique, la peur

de la montée des masses. En conclusion, Gorbatchev va totalement capitulé devant l'impérialisme.

EN DÉFENSE DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE

Bien entendu, politiquement, Jospin, le PS et aussi le PCF, se dressent en défense de la société bourgeoise. Le PS et le PCF sont au premier rang de la lutte contre "l'immigration clandestine". Pendant des semaines, ils ont été absents de la lutte contre le projet de loi Debré. Ce n'est qu'en seconde lecture à l'Assemblée nationale qu'ils ont livré un baroud d'honneur contre elle. Ensuite ils se sont abstenus de soutenir l'initiative des 59 cinéastes qui ont déclaré qu'ils ne signaleraient pas les étrangers qu'ils hébergeraient, déclaration qui méritait un soutien inconditionnel. Dans un premier temps, le PS s'est tû. Ce n'est que lors de l'appel à la manifestation du 22 février qu'il s'est rallié à celle-ci. Le PS et le PCF y ont participé en nombre le plus réduit possible. Encore faut-il rappeler que Jospin n'a pas participé à la manifestation parisienne, mais seulement à celle de Toulouse, ce qui n'était pas sans signification.

Sans doute la classe ouvrière en tant que telle n'a pu s'exprimer. Mais il y a un rapport entre la prise de position des cinéastes et les aspirations du prolétariat. Même si tous n'en ont pas conscience, les 59 s'appuyaient de fait sur les aspirations du prolétariat. Quoiqu'ils en pensent, ce ne sont pas des "électrons libres" ; les aspirations de la classe ouvrière, indépendamment de la question des immigrés clandestins, sont claires et nettes : chasser du pouvoir le gouvernement Chirac-Juppé. Mais les dirigeants ont tout fait pour l'immobiliser. Ainsi, ils ont refusé de faire circuler des pétitions contre le projet de loi Debré, si bien que la classe ouvrière a été immobilisée.

MAINS TOTALEMENT LIBRES POUR LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

Le résultat : sans problème, le gouvernement Chirac-Juppé a fait adopter la loi Debré. Sa situation n'a jamais été aussi favorable ; il a les mains totalement libres jusqu'aux élections de 1998. Pour lui, c'est une grande victoire. Pour la classe ouvrière c'est une nouvelle et grave défaite. Elle était prête au combat contre le gouvernement Chirac-Juppé, les dirigeants l'ont bloquée. Du même coup, les potentialités que recelait le mouvement de novembre-décembre sont liquidées. Bien sûr, cela ne veut pas dire que des luttes n'ont ou n'auront pas lieu (même sous la botte hitlérienne, il y a eu des grèves). Il en est ainsi dans la santé. Mais l'ampleur de ces grèves est limitée.

Les organisations syndicales françaises se situent théoriquement sur le terrain de la lutte des classes alors que le DGB est engagé depuis 50 ans dans la "cogestion". Cela impose l'utilisation par la CGT et la CGT-FO de formes différentes. Encore qu'elles soient totalement engagées dans la "participation", ce qui implique leur soumission totale au capital et à l'État, à leurs intérêts, ce qui mène finalement à leur dénaturation. C'est ce que Le Monde couvre en affirmant : *"Les organisations syndicales déboussolées"*

Certes, les organisations syndicales appellent à des mouvements, des grèves, mais lesquels ? Dès le mois de juillet 1996, la direction de la CGT a pris l'initiative de "préparer" la rentrée de septembre-octobre 1997. Il s'est agi d'une vaste opération pour mener à l'impasse la classe ouvrière et épuiser les potentialités que la grève de novembre-décembre 1995 recelait et d'empêcher l'entrée en lutte de la classe que le mouvement de novembre-décembre 1995 promettait. On connaît la recette : mouvements disloqués, à répétition. Les dirigeants syndicaux ont atteint leur but : la liquidation des potentialités que contenait novembre-décembre 95.

L'EXEMPLE RENAULT

Bien d'autres exemples pourraient être cités. Il suffit de prendre le dernier en date : celui de Renault. Le P.D.G. a annoncé la fermeture de l'usine de Vilvorde située en Belgique, la suppression en France de 6000 emplois en deux ans. L'Humanité du 21 mars 1997 informe :

> *"Dans le Nord et le Pas de Calais, plusieurs centaines de salariés dont beaucoup venus en cars de Vilvorde sont allés devant le siège du groupe à Boulogne-Billancourt. Ce rassemblement coïncidait avec l'ouverture d'une réunion du Conseil d'administration (...) les salariés ont manifesté dans le centre de Boulogne-Billancourt, puis à Paris sur les Champs-Elysées où se dressent les locaux de Pub-Renault, jusqu'au pied de l'Arc de Triomphe, avant de pique-niquer dans les jardins du Grand Palais et de se rendre à la Tour Eiffel. Des manifestants distribuaient des tracts. D'autres scandaient "même patron, même combat", "Renault solidarité" ou "tous ensemble".*
>
> *Chez Renault-Cléon, la CGT a appelé à "un rassemblement pour l'emploi" mercredi prochain. Une délégation a participé à la manifestation organisée à Rouen dans le cadre de la journée d'action de la métallurgie. À Sandouville, chaque équipe a débrayé une heure. Même chose au Havre. À Toulouse, une bonne centaine de salariés des deux succursales de Renault ont manifesté dans le centre de la ville."*

Ainsi en est-il des mouvements engagés prétendument contre les licenciements chez Renault. Cela au lieu de faire ce qui était nécessaire et du devoir des directions syndicales : appeler à la grève générale des travailleurs de chez Renault et l'organiser. Résultat, les travailleurs n'ont même plus répondu aux appels des dirigeants syndicaux à faire des mouvements disloquant lancés par les dirigeants syndicaux. Désormais, le P.D.G. a la certitude qu'il peut appliquer tranquillement sa politique. C'est une défaite pour les travailleurs de chez Renault et une victoire pour les dirigeants syndicaux qui ont visé à épuiser les travailleurs de cette entreprise. Il y a également des mouvements, dans la santé par exemple, mais ils sont limités.

La liste des prises de position au PS en défense de la société bourgeoise serait infinie. Elle ne peut donc être dressée.

"LA CITOYENNETÉ"

Quant au PCF, sa politique ne le cède en rien à celle du PS. Elle défend non moins vigoureusement la société bourgeoise, la Vème République et ses institutions. Ce sont simplement les formules qui changent. Bien qu'en paroles, il cloue au pilori la politique du PS, le PCF dont Robert Hue est secrétaire général, défend la société bourgeoise. Dans ce sens, il fait une agitation importante et tactique pour un référendum sur la "monnaie unique". Cela a au moins l'avantage de populariser la méthode que Chirac est prêt à utiliser si cela lui semble nécessaire. Toutefois, dans la perspective d'une majorité de "gauche" à l'Assemblée nationale, il s'apprête à s'asseoir sur ses "convictions" pour participer au gouvernement de la "gauche", à la nouvelle cohabitation que Jospin a annoncée.

Les travailleurs veulent combattre la politique du P.D.G. de chez Renault, ne pas permettre qu'elle s'applique sans "coup férir". Les dirigeants syndicaux agissent pour qu'elle s'applique.

LA SNCF ET BERNARD THIBAULT

Il faut encore s'arrêter un moment sur la réforme de la SNCF. Bernard Thibault Secrétaire général de la Fédération des cheminots CGT, qui vient d'être élu membre du bureau confédéral de la CGT, a accordé une interview à L'Humanité du 19 février. Thibault explique :

> *"Après la réforme de la SNCF, le gouvernement n'a pas la partie belle".*

Il met en cause "la régionalisation" telle que la prévoit le plan gouvernemental, il déclare que *"le début de l'année 1997 a mis la SNCF à rude épreuve à l'Assemblée nationale et au Sénat"* et pose la question : *"Quel est le moral des cheminots ?"* et répond : *"En dix-huit mois, ils ont fait reculer le gouvernement" (abandon du contrat de plan). "En novembre-décembre, le gouvernement face à la mobilisation de la classe ouvrière a repoussé son projet de loi"*, puis *"il a semblé marquer un point".*
Il poursuit : *"Il y a des signes menaçants." "l'emploi dans le budget 1997"* qui prévoit 4500 emplois pour compenser 6700 départs.
Question : *"Et la régionalisation ?" "Conserver les services publics heurtant d'ailleurs le type de construction européenne qu'on nous propose"*

Vient le morceau de roi :

> *"Toutes les actions n'ont pas été suffisantes pour mettre en échec le vote de la réforme de la SNCF. Mais cadre juridique ou non ce sont des acquis pour aller plus loin...*

"Le gouvernement a été obligé de raisonner sur un nouvel angle. Il reconnaît ses responsabilités en matière d'infrastructure avec leur financement". Il affirme : *"l'entreprise doit rester un service public nationale de transport ferroviaire. Il a même inscrit dans la loi le maintien du statut des cheminots"* etc... *"La réforme n'apporte pas de solution durable à la question financière". "Reste que le nouveau cadre juridique va représenter un instrument de pression supplémentaire sur le personnel....."* Il poursuit : *"La SNCF devient le client d'un RFF endetté".*

Dans ces conditions, que peut faire le secrétaire de la fédération CGT des cheminots et membre du bureau confédéral de la CGT ? Seulement adhérer d'enthousiasme au plan, c'est à dire à la politique du gouvernement Chirac-Juppé.

QU'EN EST-IL ?

La réforme de la SNCF c'est l'éclatement de la société nationale comme aux Télécoms. C'est la voie qui mène à la privatisation, à la destruction du statut national du personnel. Donc, quoi qu'en dise le nouveau converti, elle mènera à la destruction des droits et garanties conquis par les cheminots.

Il faut rappeler en quoi consiste cette réforme : la SNCF devient prestataire de service. L'État s'approprie les infrastructures et se porte garant des dettes. Cela correspond strictement à l'étape actuelle aux intérêts et à ce que veut le capital.

AU SERVICE DU GOUVERNEMENT ET DE LA BOURGEOISIE

Tous ces faits s'ajoutent à beaucoup d'autres, ils prouvent à l'évidence que les partis ouvriers (le PS et le PCF) partis ouvriers bourgeois, les appareils bureaucratiques des syndicats ouvriers (CGT, FO, FSU, FEN) sont totalement liés à la bourgeoisie. Ils sont devenus des rouages d'application de la politique du capital financier. Sans cela, celui-ci ne pourrait pas l'appliquer. Le gouvernement Chirac-Juppé n'existerait pas plus que n'existerait la majorité parlementaire actuelle. Qu'ils rompent avec la bourgeoisie et en un instant, le gouvernement Chirac-Juppé sera balayé.

Mais étant donnée la politique du PS, du PCF, des dirigeants CGT, FO, FSU, FEN le prolétariat est confronté à un formidable obstacle : Comment affronter et vaincre le capital et ses gouvernements ? La spontanéité née de l'expérience l'a placé devant l'affirmation du Plan Juppé de destruction de la Sécurité sociale. Juppé, acclamé par la majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale, a engagé le combat. Le devoir de l'organisation qui combat pour construire le Parti ouvrier révolutionnaire a été de nourrir cette spontanéité qui ne pouvait se suffire à elle-même.

Bien que la plus grande partie de la classe ouvrière soit parfaitement consciente de leur trahison, aux prochaines élections législatives, il ne fait aucun doute que dans sa grande majorité, elle votera pour le PS ou le PCF. Le même rapport existe entre la classe ouvrière et les appareils syndicaux. En raison de leur trahison des intérêts du prolétariat, les syndicats sont devenus squelettiques. Mais pour combattre, la classe ouvrière a besoin d'essayer d'utiliser les organisations syndicales.
L'organisation qui combat "Pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire" doit faire une critique sans faiblesse,

totale de la politique des organisations traditionnelles, formuler le plus clairement possible et de la façon la plus adaptée à la situation politique du moment, son programme, sa politique et tracer sa perspective politique, formuler sa réponse à la question du gouvernement. Il lui est indispensable de formuler les revendications :*"Rompez avec la bourgeoisie. Combattez pour un gouvernement PS-PCF ne comprenant pas de ministre membre des organisations bourgeoises"*

D'un tel gouvernement, le prolétariat exigera, en combattant, pour que soient satisfaites ses revendication et répondu à ses besoins. Il s'engagera vers la prise du pouvoir, la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, la réalisation de sa dictature. À ce point et dans ce sens, il faut rappeler la conclusion de l'éditorial du CPS numéro 66 :

"1997, LA TACHE LA PLUS URGENTE : COMBATTRE, VAINCRE ET CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC JUPPE"

"Le caractère de plus en plus bonapartiste et policier du gouvernement Chirac-Juppé exprime le fait que la bourgeoisie française ne peut combattre contre le prolétariat et la jeunesse et contre les impérialismes rivaux que corsetée par un État fort qui soumette toutes les couches sociales, mobilise toutes les ressources de l'économie, tende tous les ressorts de la société au profit exclusif du capital financier. Mais ce gouvernement est en même temps contraint de faire appel en permanence au soutien direct ouvert, des organisations ouvrières. Il lui faut avancer prudemment. Le fait que moins de 6 mois après sa venue au pouvoir il ait été menacé par le puissant mouvement de novembre-décembre 1995 montre que la classe ouvrière n'est pas écrasée. Les appareils syndicaux, le PS, le PCF sont parvenus à contenir la nouvelle vague qui s'annonçait en septembre 96. Ils élaborent consciemment toute une orientation visant à boucher toute perspective politique, à faire "patienter" jusqu'aux élections de 1998 permettant de ce fait au gouvernement Chirac-Juppé de porter des coups décisifs à la classe ouvrière et à la jeunesse durant l'année 1997.

En dépit de cela, les potentialités de combat de la classe ouvrière et de la jeunesse restent intactes. le gouvernement Chirac-Juppé est un gouvernement de combat, mais la force de la bourgeoisie est relative. Ce gouvernement peut être battu. Il faut pour cela imposer une politique de Front Unique des organisations ouvrières (partis et syndicats) en rupture avec la bourgeoisie. Il faut imposer aux directions des organisations syndicales qu'elles rompent avec le gouvernement et dénoncent les organismes de participation, de cogestion. Il faut leur imposer de défendre les acquis ouvriers (défense de la valeur de la force de travail, des qualifications et des diplômes nationaux, défense du droit au travail, du droit aux études) ; il faut leur imposer de rejeter les revendications patronales et les formules aux apparences ouvrières derrière lesquelles se cachent la flexibilité, la mise en cause des retraites, des conventions collectives et des statuts nationaux. Il faut plus particulièrement exiger du PS et du PCF qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils luttent pour un gouvernement de leurs partis sans ministre bourgeois, s'appuyant sur la population laborieuse.

***

C'est parce qu'ils sont attachés au régime capitaliste que le PS, le PCF, les appareils syndicaux défendent le gouvernement Chirac-Juppé, la Vème République. La crise du régime capitaliste, sa décomposition menace de précipiter la classe ouvrière et la jeunesse dans la misère et la déchéance. Il ne peut y avoir d'issue à la crise du capitalisme et de la société bourgeoise qu'en combattant pour le socialisme. Mais pour imposer des solutions ouvrières à la crise, il faut construire un Parti ouvrier révolutionnaire, une Internationale ouvrière révolutionnaire sur le programme de la Révolution prolétarienne, de l'expropriation du capital. Ce combat est indissolublement lié aux réponses politiques dont le prolétariat est la jeunesse ont besoin au moment présent".

3 avril 1997

BULLETIN D'ABONNEMENT À "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMÉROS : 100 FRANCS

NOM : ---------- Prénom : ----------

ADRESSE : ----------

CODE POSTAL : ---------- LOCALITÉ : ----------

(Écrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : **A.D.M.D.**

Envoyer à : **Stéphane Just - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX**

DÉCLARATION DU COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS SYNDICAUX DU GROUPE RENAULT :

APPELER ET ORGANISER LA GRÈVE GÉNÉRALE DU GROUPE JUSQU'À SATISFACTION DES REVENDICATIONS AUCUN LICENCIEMENT ! AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOI !

Début mars, Renault a annoncé 5864 licenciements en Belgique, en France, après 517 pour RVI. De 1985 à 1995, 56 500 emplois ont été supprimés dans l'ensemble du groupe Renault. Les effectifs salariés de RVI ont été divisés par deux. Selon le secrétaire de la Fédération FO de la métallurgie (M.Huc) :

"En France, l'automobile devrait perdre 9000 emplois cette année, 11 000 en 98 et 40 000 en six ans. Les constructeurs nous ont avertis qu'il y avait 114 000 salariés dans les usines de montage et qu'il n'y en aurait plus que 85 000 en 2002" (*Le Monde* 8/03/97)

Le seul moteur de l'économie capitaliste, c'est la recherche du profit maximum ; accroître la flexibilité, intensifier le rythme de travail, diminuer les salaires (directs et indirects) sont à Renault comme dans les autres entreprises, les moyens utilisés pour maintenir les profits. Et quand cela ne suffit pas : licenciements et fermetures d'entreprises.

Face à cette offensive de la direction de Renault, une revendication s'impose à l'ensemble des ouvriers et employés du groupe : **AUCUN LICENCIEMENT ! AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOI !**

La responsabilité des dirigeants syndicaux c'est de réaliser l'unité sur cette exigence élémentaire.

AUCUN LICENCIEMENT ! AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOI !

cette revendication n'est pas négociable.

Chirac se dit "choqué par la méthode" utilisée à Vilvorde. Juppé demande à M.Schweitzer d'engager "toute concertation utile". Or l'un et l'autre soutiennent la décision de licenciements et fermeture de l'usine de Vilvorde (l'État est le principal actionnaire de Renault). Mais ils espèrent que des responsables syndicaux accepteront de négocier, pour les faire passer, leurs plans contre les travailleurs.

Pour les ouvriers et employés du groupe Renault,
- il n'y a rien à "concerter",
- il n'y a rien à "négocier" : ni plans sociaux pour faire passer les licenciements, ni "solutions alternatives possibles, sur le plan industriel et social" visant une nouvelle fois à faire payer aux travailleurs le maintien des profits capitalistes.

Il y a à organiser le combat, le combat efficace, sur des mots d'ordre clairs,
Ni actions bidons,
ni concertations.

Mais un mot d'ordre clair :

AUCUN LICENCIEMENT ! AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOI !

Pour gagner sur cette revendication, la responsabilité des dirigeants syndicaux (de la CGT, de FO, etc...) c'est l'appel à

LA GRÈVE GÉNÉRALE DU GROUPE RENAULT !

C'est l'organisation, dans l'unité de la grève générale jusqu'à la satisfaction de l'exigence :

AUCUN LICENCIEMENT ! AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOI !

Le 13/03/97

ADOPTION DE LA LOI DEBRÉ : UNE DÉFAITE DUE AU PS, AU PCF ET AUX DIRIGEANTS SYNDICAUX

Le vote du projet de loi Debré par la majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale le confirme: le gouvernement Chirac-Juppé est le gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy.

L'article 1 du projet adopté à l'Assemblée le 19 février et au Sénat le 7 février semble avoir été recopié sur l'ordonnance promulguée par le gouvernement Pétain en décembre 1941. Cette ordonnance spécifiait : "*les personnes juives ou non juives qui hébergent des juifs à quelque titre que ce soit devront faire au commissariat de police une déclaration spéciale*". L'article 1 (initial) du projet de loi Debré reprenait :

> *"toute personne ayant signé un certificat d'hébergement ou hébergé un ressortissant étranger, dans le cadre d'une visite privée au sens du présent article, doit informer la mairie de la commune de résidence du départ de l'étranger accueilli."*

Mais toute la loi Debré est une loi qui renforce le caractère policier de l'État, une loi qui restreint les libertés démocratiques, qui développe la répression contre les prolétaires et jeunes issus de l'immigration. une loi vichyste.

Le délai de maintien en rétention des étrangers sans papiers est doublé (de 24 à 48 heures), et, pire encore, si la préfecture fait appel d'une décision de remise en liberté, cet appel est suspensif de la décision de justice. En clair, la police pourra garder sous la main un étranger en situation irrégulière pendant des semaines dans un de ses centres de rétention.

Pour la première fois depuis Vichy, la police pourra intervenir dans les entreprises sous couvert de débusquer les travailleurs "au noir" (au lieu d'étendre le pouvoir d'intervention et de sanctions, contre les patrons, des inspecteurs du travail) Son droit à fouiller les véhicules est étendu. Un fichier d'empreintes digitales des demandeurs de visa va être constitué, ainsi qu'un fichier des hébergeants dans chaque préfecture.

Enfin, la carte de séjour de dix ans verra son renouvellement soumis à conditions: l'État français pourra le refuser s'il considère que l'étranger en question a "troublé l'ordre public". Pour les sans-papiers non-expulsables (comme les parents d'enfants nés en France), une carte de séjour d'un an est créée: elle ne peut leur permettre de trouver ni travail, ni logement décent, mais elle facilitera le travail de la police et de la justice.

La loi Debré est une nouvelle preuve des buts du Chirac-Juppé : retourner aux objectifs initiaux de la Vème République gaulliste, instaurer un État bonapartiste, un État policier défenseur de l'ordre moral. C'est le gouvernement qui a fait condamner le groupe de rap "NTM" pour "outrage à la police" à de la prison ferme, et qui a officialisé par la voix de Chirac, le 12 décembre 1996, le fait que la police procède à des "rafles". C'est le gouvernement qui a pérennisé le plan "Vigipirate" qui plante dans les grandes villes une toile de fond policière et militaire menaçante, tandis que se multiplient les violences policières dans les cités.

UN PROJET DE LONGUE DATE

Le renforcement du caractère policier de l'État procède de la situation de crise du capitalisme français: la bourgeoisie n'a aucun autre avenir à offrir au prolétariat et à la jeunesse que la déchéance sociale, les licenciements, la précarité et la misère.
C'est pourquoi, en plus du renforcement de la collaboration avec les dirigeants des organisations ouvrières, le gouvernement Chirac-Juppé procède au renforcement de l'État bourgeois (réforme de la Justice, création d'une armée de métier, de guerre civile, ...), multiplie les lois pour diviser la classe ouvrière (en frappant sa fraction la plus exposée) et pour préparer l'affrontement avec elle..

Qui plus est, avec l'élection de Chirac en mai 1995, la Vème République a été remise en ordre de bataille, le RPR en détenant l'essentiel des leviers. L'instauration de cette Vème République visait à instaurer un pouvoir fort, à porter des coups décisifs aux organisations ouvrières et aux libertés démocratiques, pour instaurer un régime bonapartiste. Un des éléments de cette politique a été la répression contre les travailleurs immigrés. Le 17 octobre 1961, le gouvernement de Gaulle et son préfet M. Papon font massacrer des centaines de militants du FLN, battus à mort dans la cour de la préfecture de police, leurs cadavres balancés dans la Seine.

Le renforcement de la Vème République était un des axes de campagne du candidat Chirac. Dès le 13 octobre 1995, une commission parlementaire travaille sur le durcissement des lois Pasqua. Le 16 avril 1996, elle publie son rapport.
L'occasion d'avancer vers sa mise en œuvre a été donnée par l'issue de l'affaire des sans-papiers qui ont occupé l'église Saint-Ambroise, puis l'église Saint-Bernard jusqu'à fin août 1996. *L'Insurgé* (le bulletin de liaison des étudiants révolutionnaires) a rendu compte de ces développements dans son numéro 14.

Rappelons ici que la ténacité des sans-papiers menaçait de constituer un point d'accroche à la volonté du prolétariat d'engager le combat contre le gouvernement. Des manifestations significatives avaient eu lieu à Paris en plein mois d'Août. Jusque là, le PS, le PCF, les dirigeants syndicaux avaient fait silence. Mais à l'initiative de R Hue, le PCF, le PS, les dirigeants syndicaux (CGT, SNES, UNEF-se....) flanqués de la LCR et de LO s'adressaient à J.Chirac :*"au delà des considérations de nature politique"*, afin que *"l'image de la France"* ne soit pas *"durablement ternie"*, ils demandaient au Président de la République *"d'intervenir auprès du gouvernement afin que celui-ci reprenne immédiatement les négociations"*. À ce moment là, de telles négociations avaient obligatoirement pour cadre les lois Pasqua. Ils permettaient ainsi au gouver-

nement l'entrée à la hache dans l'église Saint Bernard et l'expulsion hors du territoire français de centaines de "sans papiers".
La voie était libre pour le gouvernement. Le 25 août, Chirac annonce : "*les lois Pasqua seront clarifiées pour être plus efficaces*", précisant "*nous avons pris une option de très grande fermeté à l'égard de l'immigration*". Après discussion en commission, le projet de loi Debré est adopté en conseil des ministres le 6 novembre 1996 et voté l'Assemblée le 19 décembre 1996. Le PS, le PCF, n'engageront même pas un semblant de combat. Lors du débat à l'Assemblée, leurs députés n'ont pas daigné se déplacer, mis à part les préposés habituels à "l'antiracisme", tel J.Dray (PS). A son tour, le Sénat adopte le projet le 7 février.
Il semble à ce moment que le PS, le PCF et les dirigeants syndicaux vont permettre à ce projet de loi scélérat de passer comme une lettre à la poste.

L'APPEL DES CINÉASTES OUVRE LA VOIE

Le 11 février est publié un appel de 59 cinéastes, suite à la condamnation de l'enseignante J.Deltombe pour "aide au séjour irrégulier", appel dans lequel ils demandent leur mise en examen collective, appellent à désobéir *aux "lois inhumaines"* et déclarent : "*nous continuerons à héberger, à ne pas dénoncer, à sympathiser, et à travailler sans vérifier les papiers de nos collègues et amis*". Les signataires vont immédiatement réclamer le retrait de toute la loi Debré, éclairant le sens de leur appel: un appel à engager le combat contre le gouvernement Chirac-Juppé et sa politique.

Cet appel devait être soutenu inconditionnellement, car il ouvrait une brèche permettant que le combat s'engage. Rapidement, des dizaines de milliers de signatures affluent, essentiellement chez les étudiants, les lycéens et les enseignants - chercheurs. Mais ce n'est là que la partie émergée d'un mouvement de fond: derrière la masse de signatures, c'est la masse du prolétariat qui cherche les voies pour défaire le gouvernement Chirac-Juppé.

Dans le même temps, dès le départ, la forme prise par ce combat qui s'engage contient en germe les éléments de la dislocation de ce combat. D'une part, parce que l'accent est mis sur la seule question de l'hébergement des étrangers en situation irrégulière. Mais surtout parce que la forme d'appels à titre individuel permet de masquer la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats. C'était à eux d'engager le combat sur cette question, d'organiser la montée en masse pour réaliser la manifestation nationale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Assemblée, sur le mot d'ordre de retrait du projet de loi Debré.

L'appel des cinéastes "à la désobéissance civile", aux "citoyens", leur refus de s'adresser aux dirigeants des organisations ouvrières qu'ils ont exprimé par crainte de toute "récupération" politique vont être autant de points d'appui pour les directions syndicales, le PS et le PCF. N'importe: dans un premier temps, tous sont bousculés par le flux qui s'engage derrière l'initiative des cinéastes.

L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT EST EN JEU

C'est bien d'un mouvement de fond dont il s'agit, et il faut le souligner. Les cinéastes se sont vus accusés d'être une "élite" coupée du "peuple" par de nombreux politiciens du RPR. E.Raoult, ministre de la ville du gouvernement tenait ouvertement le langage de Le Pen en les engageant à aller dans les cités (ce qui signifie que la vie dans les cités serait difficile à cause des immigrés). Pour sa part, A.Laguiller, qui usurpe la qualification de trotskyste écrivait de la même manière dans *Lutte Ouvrière* du 21 février : "*les intellectuels sont loin des préoccupations des travailleurs, y compris des préoccupations de la grande masse des travailleurs immigrés*".

S'il ne s'était agi que d'une poignée de cinéastes, le gouvernement les aurait traités comme on mouche un enfant gâté qui fait un caprice. Mais leur appel a rencontré un écho profond au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse. C'est pourquoi le gouvernement se trouve pour un temps sur la défensive. Toute la semaine précédant la manifestation du 22 février, les rumeurs de démission de Debré enflent, au point que la question lui est posée plusieurs fois par des journalistes.

Pour leur part, le PS, le PCF et les dirigeants syndicaux sont contraints de prendre position, de réajuster leur dispositif. Ainsi, alors que Jospin déclare encore le 17 février sur France Inter que l'article 1 doit être retiré, mais que le projet de loi Debré contient "*quelques dispositions positives*" (sic!), le 19 février, le PS tourne. Après son bureau national, sous la pression des clans Fabius et Emmanuelli, le PS se prononce formellement pour le retrait de tout le projet de loi. Le même Fabius s'engage à fond dans la bataille parlementaire.

Mais précisément parce que s'engage un mouvement de fond remettant en cause l'existence du gouvernement, le PS, le PCF et les appareils syndicaux multiplient les initiatives pour protéger le gouvernement Chirac-Juppé. De toute évidence se pose la question d'interdire à la majorité RPR-UDF de voter cette loi, ce à quoi répond l'organisation d'une gigantesque manifestation à l'Assemblée pour balayer le projet de loi Debré, ce qui exige de combattre pour le front unique des organisations ouvrières, enseignantes et étudiantes pour réaliser une telle manifestation. Le gouvernement en serait mortellement atteint.

CONTRE-FEUX ET BARRAGES EN TOUT GENRE

L'appel des cinéastes à peine connu, surgit un nouvel appel, celui des "121 noms difficiles à prononcer". A l'origine de cet appel, A.Krivine (LCR) explique dans Le Monde du 25/02/97 : "*après l'appel des cinéastes, on s'est réuni en catastrophe et on a accéléré ce qui allait devenir l'appel des 121*". Parmi ceux-ci des responsables de la CGT, du PCF, de la LCR, flanqués des bons samaritains qui ont fait leurs "preuves" lors de l'affaire des "sans-papiers" de Saint-Bernard. C'est aux organisations ouvrières (partis et syndicats) qu'il appartient d'engager le combat, ce sont elles qui peuvent mobiliser la masse du prolétariat pour le retrait de la loi Debré.

Or, masquées derrière leurs "121 noms", celles-ci rejettent toute la responsabilité sur les actions individuelles, donc

impuissantes, des "citoyens". Cet appel est un obstacle dressé "*en catastrophe*" face au mouvement qui cherche à s'engager.

Les "121 noms" appellent à manifester le samedi 22 février de la gare de l'Est à la préfecture de police. Toute une comédie (invitation aux manifestants à venir avec une valise, cortège ouvert par des personnalités "citoyennes"), et une campagne sur les "valeurs de la république" cadrent cette manifestation. Son but est clair : éviter que l'affrontement s'engage ouvertement avec le gouvernement Chirac-Juppé.

Pendant ce temps, les dirigeants des confédérations ouvrières jettent tout leur poids pour paralyser la classe ouvrière.
Libération du 25 février publie des témoignages de délégués syndicaux d'entreprise. Tous s'opposent à ce que des pétitions circulent contre la loi Debré. "*Je ne la ferai pas circuler dans l'entreprise*" (responsable FO Moulinex), "*le premier souci des salariés, c'est l'emploi*" (responsable CGT Disney), "*En revanche, la CGT doit s'exprimer sur les idées du FN*" (responsable CGT Peugeot). Certains atteignent des sommets d'ignominie: "*la pétition ne circule pas. Chez Moulinex, il y a très peu d'immigrés*" (responsable CFDT Moulinex) !

Dans les villes, le PS et le PCF mènent la même politique. Le Journal du dimanche du 23 février publie un reportage sur le quartier des minguettes, à Vénissieux, dont le maire est au PCF. Une interview de "Salim, 23 ans" résume bien la situation. Il déclare :

> "*Si A.Gérin (le maire - Ndlr) était vraiment opposé à cette loi, je pense qu'il aurait dû faire passer le message dans les quartiers, sensibiliser les Vénissians, initier une pétition locale ou ouvrir une permanence téléphonique. Mais il ne l'a pas fait, dommage...*"

De plus, le PCF liera systématiquement la question du projet de loi Debré à l'abrogation des lois Pasqua, pour faire peser sur le mouvement une charge aussi lourde que possible.

Les directions syndicales enseignantes se disposent elles aussi. La FSU et la FEN signent un communiqué avec la CGT, la CFDT et l'UNSA le 19 février. Elles y "condamnent" le projet de loi, mais n'en demandent pas le retrait. Elles appellent à la manifestation du 22 février et, pour le jour du vote à: "faire du 25 février, jour de la discussion à l'Assemblée nationale, un temps fort de débats sur les lieux de travail et de manifestations". C'est la bousille, un appel aux enseignants et à tous les travailleurs à rester "sur les lieux de travail".
Pour sa part, la direction FO "encourage" ses adhérents à manifester le 22 février "en tant que citoyens". Aucun d'entre eux n'appelle à la grève.

A l'Université, le mouvement ne peut être comprimé par les appareils. Aussi, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se prennent immédiatement leurs dispositions pour dévoyer les aspirations à engager le combat contre le gouvernement.

AU NOM DE LA LUTTE CONTRE LE FRONT NATIONAL

C'est chez les étudiants que les professionnels de "l'antifascisme" ont concentré leurs efforts. Les étudiants sont en effet naturellement à l'avant-garde du combat pour le retrait de la loi Debré. Après avoir repris dans un premier temps l'appel des cinéastes, les dirigeants PS et LCR de l'UNEF-ID embrayent sur un appel contre "*la lepénisation de la société*", et qui noie la revendication de retrait de la loi Debré sous celles de la réintégration du directeur du TNDI de Chateauvallon (viré par la mairie FN) et la démission du préfet du Var.
En conséquence, le PS et la LCR font monter en première ligne leurs satellites : SOS-Racisme, Le Manifeste contre le Front National, et Ras-l'front.

Il faut rappeler que le fascisme, c'est l'organisation de bandes armées pour détruire le mouvement ouvrier, comme les chemises noires en Italie ou les chemises brunes de Hitler.
Le FN n'est pas un parti fasciste. C'est un parti bourgeois ultra-réactionnaire qui combat, comme son organisation jumelle en Italie, l'Alliance Nationale (ex-MSI), pour l'instauration d'un régime bonapartiste, d'un pouvoir fort. Le développement du FN a eu lieu après l'élection de Mitterrand candidat du PS et d'une majorité PS-PCF en 1981, élections qui marquaient l'échec de la Vème République à atteindre ces objectifs-là.

Aujourd'hui, le FN sert en tous domaines de poisson-pilote pour le gouvernement Chirac-Juppé, il pèse sur celui-ci pour qu'il reprenne à son compte et impulse sa politique. Loi Debré, multiplication des charters, rafles policières, le gouvernement Chirac-Juppé-Debré, mène la politique réclamée par Le Pen.

Le combat réel contre le FN, c'est le combat contre le gouvernement Chirac-Juppé, pour le vaincre et le chasser. Or, derrière le PS, le PCF et la LCR, les SOS-Racisme et autres Ras-l'front opposent l'un à l'autre, se drapent dans les "valeurs de la république" de la "citoyenneté", dans l'union sans rivage à droite incluant le RPR, qualifié de parti "républicain".

Le PS, le PCF et les dirigeants syndicaux partagent les "valeurs (dites) républicaines" du capitalisme pourrissant, celles qui intiment l'ordre aux peuples des pays dominés de rester mourir de faim chez eux, victimes du pillage et de la spoliation organisée par les grandes firmes capitalistes françaises. Ainsi, à l'Assemblée, P.Braouzec, PCF, se prononçait le 25 février pour une: "*véritable maîtrise de l'immigration irrégulière réaliste et juste*". Il reprochait même à la loi Debré d'affaiblir l'appareil d'État bourgeois :

"elle détourne la police de sa seule mission qui est d'assurer la sécurité et creuse chaque jour un peu plus le fossé entre cette police et la population, les jeunes en particulier." (sic!).
Enfin, il en appelait à "un véritable pacte républicain nous [quel "nous" ? - Ndlr] interdisant désormais d'utiliser l'immigration comme arme dans le combat politique".
Sur une telle base, Juppé pouvait donner dans Le Monde du 26 février 1997 tout son sens à la prétendue lutte anti-FN: un levier pour l'union nationale. Fort à propos, la veille, une interview de la femme du dirigeant Front National B.Megret (FN) était parue dans un quotidien allemand, dans laquelle elle s'affirmait ouvertement raciste.
Juppé n'avait plus qu'à conclure : "pourquoi ce malentendu qui oppose ceux qui, aujourd'hui, devraient être côte à côte ?" en appelant "à rester solidaires, rassemblés autour de l'héritage de la République, quels que soient nos choix politiques".

LE GOUVERNEMENT MANOEUVRE

Appuyé sur l'activité déployée par les appareils pour interdire que l'existence du gouvernement du capital ne soit remise en cause, celui-ci a recours à une manoeuvre pour désamorcer la situation. Profitant de ce que l'accent avait été mis dès le départ sur la question des certificats d'hébergement, il fait proposer le 19 février par le député RPR Mazeaud une nouvelle rédaction de l'article 1. Elle confie aux préfectures le soin de contrôler les certificats et reporte sur l'étranger hébergé la responsabilité de déclarer lui-même son départ.

L'objectif est clair: "dégonfler" la mobilisation. Mais il n'y a là aucun recul du gouvernement. R.Pandraud, député RPR responsable de la "sécurité" du gouvernement Chirac-Pasqua au moment de l'assassinat de Malik Oussekine en 1986, commente: "*c'est aussi efficace, sinon plus*".

Le 22 février, 100 000 personnes environ manifestent à Paris, et seulement quelques milliers en province. Cela traduit le fait que les appareils ont gardé la maîtrise de la situation. L'hésitation des manifestants face à la manoeuvre du gouvernement est physiquement perceptible: c'est une manifestation sans slogans, noyée de symboles "républicains".

Il faut souligner que ni le 22, ni le 25 février, l'UNEF-ID ou l'UNEF-se ne formeront de cortège. Les bureaucrates étudiants se situent sur l'orientation de leurs grands frères, ceux des confédérations et fédérations syndicales : la loi Debré est une affaire de "citoyens". Le PS et le PCF assurent une présence symbolique. Jospin s'est abrité en manifestant à Toulouse.

Le PCF pourra se féliciter à la "une" de l'Humanité du 24 février: "*une leçon de civisme*". Le cadre de la manifestation, dirigée "*contre l'article 1*" selon R.Hue (Le Monde daté du 25/02), a fonctionné. L.Jospin peut embrayer le dimanche soir sur France 2 :

> *"tous ceux qui ont participé à ce mouvement doivent se dire "nous avons gagné", car sur le point qui avait déclenché les pétitions - l'appel à délation - le gouvernement a reculé ".*

UNE DEFAITE SÉVÈRE

Le 25, jour du vote à l'Assemblée, il ne reste plus aux appareils du mouvement ouvrier (particulièrement ceux des syndicats étudiants) qu'à enterrer les dernières possibilités de combat.

L'appel des collectifs de signataires à cette manifestation donne le ton. Il n'y est plus question du retrait du projet de loi Debré. Ils appellent "*tous les citoyens de ce pays à se rassembler devant les mairies et les préfectures. A Paris, des actions diverses (sic!) se dérouleront autour de l'Assemblée nationale. Un rassemblement se tiendra carrefour de l'Odéon.*" C'est la dislocation totale. Sur les facs parisiennes, l'UNEF-se et la CNT tentent même (en vain) d'organiser des assemblées générales ... sur la "réforme"-destruction de l'Université ! Les milliers d'étudiants qui se rendent malgré tout à la manifestation sont baladés dans Paris. Pour finir, de nouvelles manifestations sont annoncées pour les 9 et 11 mars. *"On achève bien les chevaux"*..

Dès le 25, Le Monde peut titrer : "*la protestation civique se prolonge contre le Front National*" : le gouvernement n'est plus menacé. Le 2 mars, Chirac pourra, pour la première fois, reprendre nettement à son compte la loi Debré. Avant même le vote par le Sénat et l'adoption définitive à l'Assemblée, la loi Debré est passée. C'est une défaite pour toute la classe ouvrière, pour la jeunesse.

L'adoption de la loi Debré ne peut que faire peser sur le prolétariat et la jeunesse un sentiment qu'il est impossible de vaincre le gouvernement Chirac-Juppé, a fortiori de pouvoir le chasser. Le gouvernement Chirac-Juppé est renforcé. Il peut même envisager de gagner les élections législatives (de son côté, Jospin voit sa position au sein du PS affaiblie).

Le PS, le PCF, les dirigeants des organisations syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes portent l'entière responsabilité de cette défaite.

DES INITIATIVES IMPORTANTES

A l'Université, le 24 février, à l'initiative des étudiants révolutionnaires éditant le bulletin l'Insurgé 500 étudiants de Lille, Paris et Dijon s'adressaient aux dirigeants syndicaux, au PS, au PCF : "*Il est possible d'arracher le retrait du projet de loi Debré. Pour cela, organisez par tous les moyens possibles la montée en masse à Paris pour réaliser une manifestation nationale et centrale à l'Assemblée pour le retrait du projet de loi Debré.*" L'AGE de Dijon de l'UNEF-ID a repris cette position à son compte.

Dans différents établissements scolaires de la région parisienne, des appels similaires ont été repris, notamment par la majorité des enseignants du collège Matisse d'Issy (92).
L'écho rencontré par ces appels montre sur quelle orientation il était possible d'arracher le retrait du projet de loi Debré, de vaincre le gouvernement Chirac-Juppé.

Le combat pour le retrait de la loi Debré pose les mêmes problèmes politiques que chaque combat de la classe ouvrière, de la jeunesse. Pour l'abrogation des lois racistes, pour les droits politiques égaux pour tous les travailleurs (à commencer par le droit de vote des travailleurs immigrés à toutes les élections), pour la défense des plus élémentaires libertés démocratiques menacées (droit d'asile...), il est indispensable de combattre pour que se réalise le Front unique des organisations ouvrières (partis et syndicats) contre la politique ultra-réactionnaire du gouvernement Chirac-Juppé, pour le vaincre et le chasser. Seule cette orientation pouvait permettre d'arracher le retrait du projet de loi Debré, de défaire le gouvernement de l'impérialisme français en crise.

Les initiatives prises en ce sens sont autant de jalons vers la construction de l'indispensable parti ouvrier révolutionnaire pouvant mettre en oeuvre une telle orientation

LE PATRONAT A BESOIN DE DÉTRUIRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC , LES DIPLÔMES, LES QUALIFICATIONS : CHIRAC ENGAGE L'OFFENSIVE

Le 10 mars, à la télévision, le Président de la Vème République a longuement expliqué ses conceptions sur l'éducation et l'emploi des jeunes. Selon le communiqué de la FSU, "*sur l'Éducation, le Président s'en est tenu pour l'essentiel à des clichés*". Son propos "*est marqué par une absence totale d'ambition, aucun engagement précis*"

Les dirigeants de la FSU falsifient cyniquement la réalité. Chirac a tout simplement précisé les objectifs politiques qu'il assigne à son gouvernement pour poursuivre et accentuer l'offensive de démantèlement de l'École publique et du corps enseignant. Il a mis les cartes sur table. Il suffit de les lire.

LE 10 MARS, CHIRAC A CADRE ET RELANCE L'OFFENSIVE POUR LA DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Après avoir posé que l'Éducation est responsable de l'emploi, donc du chômage des jeunes, et constaté qu'elle fabrique des illettrés, il en tire les conclusions qui suivent :

> *"Il faut mobiliser ce fantastique potentiel des associations (...) ce potentiel extraordinaire de jeunes retraités actifs, généralement de l'éducation nationale (...) prêts à se mobiliser dans le cadre associatif ou directement branchés sur des établissements scolaires."*

Autrement dit : suppléer les instituteurs défaillants par des bénévoles plus "compétents", pris comme instruments pour casser le corps enseignant du primaire et son statut.

> *"Les rythmes scolaires ne sont pas bien adaptés. Ils sont trop chargés et les programmes sont probablement excessifs. (...) C'est un vrai problème de société, qui suppose un vrai débat national."*

Chirac marque sa volonté de mener à terme la réforme lancée par Guy Drut. Quant aux contenus d'enseignement, il faut les réduire encore, laisser place aux "activités" de sport et loisirs, aux langues vivantes (par l'écoute de cassettes ministérielles), aux nouvelles technologies" et à "*l'éducation des comportements*", pour "*former des citoyens*".

À partir de là "*vous aurez des enfants qui, au collège, seront par définition beaucoup plus civilisés*" (sic). "*Mais tout ceci pose aussi le problème de l'autorité*". L'État "*peut et doit mettre des agents nécessaires pour assurer la sécurité*".
Pour répondre au désarroi des jeunes dans la société capitaliste en décomposition, la police et les appelés dans l'enseignement : c'est le corollaire du renforcement général de l'appareil policier et des lois Pasqua et Debré.

Autre question décisive : "*L'orientation est, pour le moment, le parent pauvre dans notre système d'enseignement, et il faut le développer*". Elle "*doit être très fortement accentuée au début de l'université, de façon à éviter ces mouvements massifs de jeunes qui se précipitent*" vers des discipline sans débouchés.

Ce sont presque littéralement les propos de Pineau-Valenciennes justifiant ses "stages de première expérience professionnelle" (devenus "stages diplômants" avant de reprendre leur première appellation avec l'approbation de tous les dirigeants syndicaux). Et pour qui n'aurait pas compris, Chirac a précisé que la loi Devaquet rejetée par les étudiants en 1986 parce qu'elle instaurait la sélection à l'université, "*était la voie de la sagesse*". L'orientation selon Chirac (et Bayrou) : une nouvelle méthode pour faire passer la sélection avec la participation des appareils syndicaux, contre les étudiants.

Voilà pour "l'Éducation". Quant à l'emploi des jeunes, il doit les préparer à la mobilité, et passer par l'apprentissage :

> *"La formation en alternance est aujourd'hui inévitable et ça fait partie de la nécessaire ambition de rapprocher l'école de l'entreprise (...). L'apprentissage, c'est un moyen moderne (...) qui permet de donner à des jeunes, non seulement des connaissances intellectuelles et techniques, mais également une pratique."*

Pour Chirac, ce n'est sans doute pas le cas des enseignements professionnels et techniques publics, dont il envisage d'ailleurs de ne plus "*les faire dépendre du ministère de l'Éducation nationale*"... (pour les rattacher au ministère du travail ?) sans doute pour accélérer leur destruction via leur fusion avec l'apprentissage. Car celui-ci a toujours été et reste un moyen de répondre à la demande du patronat d'une main d'œuvre surexploitée et docile.

C'est également le contenu des "stages diplômants" ("d'expérience professionnelle") au sujet desquels Chirac rappelle non seulement les objectifs mais la méthode du gouvernement :

> *"C'est surtout aux partenaires sociaux de donner l'exemple. On vient d'avoir un bel exemple dans l'accord signé entre le patronat, le ministère et les syndicats enseignants avec la création de l'unité de valeur de première expérience professionnelle".*

Au récent congrès de la FEN-UNSA, le secrétaire général sortant n'a vu dans les propos de Chirac "*rien de bien nouveau*". En un sens, c'est vrai : ils sont l'actualisation du programme électoral RPR-UDF contre lequel le même Le Néouannic avait refuser d'appeler à la mobilisation des enseignants. C'est ce programme que successivement la loi quinquennale dite "pour l'emploi", les lois Barrot en faveur de l'apprentissage, les décisions de Bayrou, la commission Fauroux, etc... ont entrepris de mettre en œuvre.

Chirac prévient : il entend y mettre les moyens nécessaires : "*M. Bayrou a engagé, et bien engagé la réforme de l'éducation. Il faut voir jusqu'où on peut aller. S'il faut mobiliser l'opinion publique dans un grand débat national avec un référendum, je le ferai bien volontiers*".

La direction de la FSU n'est ni aveugle ni sourde. Si elle affecte de ne voir dans tout cela qu'une "causette", "sans ambition" (!) et "sans engagement précis" (! !) c'est qu'elle a la ferme intention de ne rien faire pour s'y opposer.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPE FRAPPE DANS TOUS LES SECTEURS

Les déclarations de Chirac ne sont pas simplement des menaces pour l'avenir : elles cadrent les attaques actuelles, qui pleuvent de toutes parts.

• Réforme des collèges

"L'orientation"-sélection des élèves est déterminante pour le capitalisme français, qui veut en finir avec les poursuites d'études de la masse des jeunes, à la recherche d'une qualification certifiée par un diplôme national. Il faut faire sauter tout ce système. Tel est le contenu des déclarations de Chirac, et "l'orientation doit commencer dès le collège. C'est l'un des aspects essentiels de la réforme des collèges initiée par le "nouveau contrat pour l'école" de Bayrou.

Elle va s'appliquer aux classes de 5ème et 4ème, en faire des gares de triage. Avec une déréglementation des horaires où les CA sont chargés d'appliquer la suppression de 26.921 heures (après 15.000 autres depuis 2 ans), soit l'équivalent de 1.478 postes, ce sont tous les facteurs d'unité de l'enseignement qui sont battus en brèche. "Un élève recevrant l'horaire minimum en 5ème et 4ème perdrait 502h. de cours par rapport à celui qui bénéficierait de l'horaire maximum : l'équivalent de plus d'une demi année scolaire"(Bulletin SNLC-FO 10/1/97). " Parcours diversifiés", horaires et programmes locaux (dont des "*activités périscolaires*", "*motivantes*", etc... - voir Guy Drut), entraînent la flexibilité des horaires des professeurs, les intervenants extérieurs, etc... C'est le démantèlement organisé qui s'applique.

Qu'y répondent les dirigeants syndicaux ? Ceux du SNUIPP-FSU demandent... plus de moyens pour le "nouveau contrat" de Bayrou, "*pourtant plein de bonnes intentions*". Ceux du SNES préconisent la vigilance dans chaque établissement, le vote de motions... par les CA, et entérinent l'éclatement en affirmant qu'une plate-forme de revendications commune à tous les collèges n'est plus possible (US du 13/12/96). FO renvoie les enseignants aux inspections académiques. Tous assurent de fait l'application de la réforme.

• "Orientation"-sélection

Après sa mise en oeuvre au collège et à l'université (réforme Bayrou), il s'agit maintenant de l'appliquer aux lycées. *"Le chantier est ouvert (...)Le baccalauréat devrait en sortir modifié"*. (Lettre de l'Éducation du 24/03/97). Il faut réfléchir au contenu des épreuves ainsi qu'aux programmes des lycées (...) inciter les élèves à exprimer un choix dès la classe de première "afin d'établir une parenté entre les bacs préparés et les choix universitaires, a déclaré Bayrou le 18 mars. ; en annonçant la mise en place de "groupes de travail". Avec la participation des "partenaires" syndicaux, bien entendu.

• Rythmes scolaires

La réforme chère au coeur de Chirac s'exerce actuellement sous la houlette de Guy Drut dans 330 communes. Pour surmonter l'opposition des enseignants, il a fallu parfois l'imposer à coups de chantage à la coupure des crédits. Pour 1997/1998, trois objectifs : étendre la réforme en tâche d'huile, selon la tactique chère à Alain Minc ; y impliquer deux départements complets, la Marne et les Hautes-Alpes et une métropole (Marseille) ; amorcer enfin l'articulation entre les écoles et les collèges, déjà touchés par endroits.

• Suppressions de postes

A la rentrée 1996, l'annonce d'un budget d'une gravité sans précédent depuis Vichy avait mis à l'ordre du jour la question de la grève de l'enseignement contre les suppressions de postes. Le 30 septembre, les enseignants avaient montré qu'ils y étaient prêts. Mais empêcher le budget de passer, c'était mettre en cause le gouvernement. Cela exigeait des appareils syndicaux qu'ils rompent avec lui. Ils refusèrent d'en lancer le mot d'ordre. Les suppressions s'appliquent aujourd'hui au-delà même de ce qu'a prévu le budget.

Outre les 4.900 suppressions inscrites, 3.665 s'y ajoutent par diminution de près de 20 % des places au concours externes, avec un niveau inférieur à celui de 1991 : il y avait 49.700 candidats en 1991 pour 16.843 postes, 110.260 en 1997 pour 16.665 ! Au passage, le gouvernement Chirac-Juppé supprime près d'un quart des postes mis aux concours internes. C'est une attaque en règle contre toutes les catégories du second degré.

Dans le primaire, 2.900 suppressions d'instituteurs étaient prévues dont 2.400 prises sur les remplacements, détachements en activités péri-scolaires (aucune conséquence pour Guy Drut qui emploie non des instituteurs mais des animateurs locaux au rabais), etc...et 500 "visibles". Depuis ces 500 sont devenus 686, et s'y ajoutent 200 congés de mobilité, 1.700 places de professeurs des écoles stagiaires, et 500 de cycle préparatoire aux concours. Au total : 5.486 postes budgétaires ;

Ce qui n'était que chiffres au budget devient réalités concrètes dans la préparation de la rentrée, avec des centaines de fermetures de classes. Devant la révolte des parents et des enseignants du primaire, les dirigeants syndicaux ont réalisé leur unité...pour un ahurissant carrousel "d'actions" de toutes sortes, entretenues jour après jour depuis janvier : manifestations occupations, barrages, pique-niques, cours de plein air, écoles ouvertes, colloques locaux, marathons... Un travail de bousille systématique pour mener les enseignants et les candidats aux concours dans l'impasse et briser leur aspiration à engager le combat contre le gouvernement.

• Maîtres Auxiliaires

Même politique de suppression d'emplois par le gouvernement Chirac-Juppé aux dépends des MA, et même soutien résolu des dirigeants syndicaux.

En mai 96, ils signèrent avec le ministre de la Fonction publique le protocole sur la précarité qui préparait la loi Perben votée le 16 décembre. Cet accord constituait un soutien si évident au gouvernement que face à ses opposants à la direction même de la FSU, ce sont les dirigeants UA du SNES qui durent en assumer essentiellement la responsabilité. Moyennant des promesses d'intégration extrêmement limités, cet accord approuvait et organisait le licenciement de dizaines de

milliers de MA, entérinait le refus de leur réemploi, de toute garantie pour les MA encore en fonction.

Résultat : en janvier 97, environ 10.000 MA étaient toujours au chômage. Leur colère éclatait dans toutes les académies et culminait dans le déclenchement désespéré de grèves de la faim. La direction du SNES combinait les freinages avec de "nombreuses actions" et autres "initiatives" pour canaliser et contrôler. Le 29 janvier Bayrou annonçait le prochain réemploi de 3.300 MA, c'est-à-dire confirmait le chômage définitif pour le double d'entre eux, rejoignant les dizaines de milliers rejetés depuis trois ans. Satisfaite, Monique Vuaillat annonçait dans l'US du 8 février : *"le dispositif de réemploi se met progressivement en place"*. Prudemment, l'US ne donnait aucun chiffre, et taisait les affectations de ces emplois : bouche-trous, surveillance, soutien, administration, établissements multiples, etc...

A la rentrée les mots d'ordre qu'il revenait aux dirigeants syndicaux d'avancer étaient à la fois : Pas une suppression de poste, pas une place de moins aux concours ! et réemploi de tous les MA ! abrogation de la loi Perben ! Ces mots d'ordre pouvaient unir toutes les catégories, titulaires et non titulaires, dans le combat contre le gouvernement. La politique des dirigeants, parce qu'ils soutiennent le gouvernement et donc les plans de Chirac-Juppé-Bayrou a conduit les uns et les autres à la défaite.

DEMANTELER ET DETRUIRE TOUTES LES GARANTIES DES FONCTIONNAIRES

• Apprentissage, stages diplômants et Fonction publique

Jacques Chirac se montre fort préoccupé de l'emploi des jeunes, et présente l'apprentissage (hérité du compagnonnage médiéval) comme la voie "moderne". Le "sommet" pour l'emploi des jeunes du 10 février, auquel participaient les confédérations syndicales a abouti aux mêmes conclusions : plein cap sur l'alternance, sur une progression de 20 % des contrats d'apprentissage avec financement supplémentaire de 70 millions, plus 750 millions de prime aux employeurs pour les contrats de qualification, (hausse de 37 %), et dans ce cadre, le lancement des stages diplômants à l'université, cette autre forme d'apprentissage...des comportements et des compétences ("validés") à l'exploitation patronale. CPS n° 66 a montré en quoi ces stages constituaient la force de frappe de la réforme Bayrou, pour tenter de débarrasser les universités du "surplus" d'étudiants que la bourgeoisie française entend rejeter vers le marché du travail.

Mais le "sommet du 10 février a abordé une autre question : il s'est déclaré favorable au développement de l'apprentissage dans la fonction publique. Ce n'est pas du tout à fait nouveau. Une loi du 17 juillet 1992 autorisait la conclusion de contrats d'apprentissage dans tout le secteur public. Les contrats d'apprentissage relèvent du droit privé, ce qui n'est pas le cas des recrutements, sur concours pour les fonctionnaires. Les apprentis dans la fonction publique ne peuvent donc prétendre à y être embauchés, sauf destruction des règles actuelles, c'est-à-dire du statut des fonctionnaires. Par contre la loi Jacquemin autorise la signature de contrats successifs avec le même apprenti, et les députés ont refusé un amendement visant à interdire leur utilisation sur des emplois permanents.

C'est une attaque directe contre le statut des fonctionnaires, et qui intéresse directement les personnels de l'Éducation Nationale. Après les CES, ce sont maintenant les "apprentis-FP", corvéables à merci, qui vont être lancés contre les emplois des fonctionnaires, attachés à leurs salaires et à leurs garanties. Désormais l'utilisation d'apprentis-ATOSS, d'apprentis-administratifs, d'apprentis-surveillants, d'apprentis-animateurs (pour Guy -Drut par exemple) et pourquoi pas d'apprentis-instituteurs et professeurs, le tout par alternance telle est la perspective posée par le gouvernement Chirac-Juppé.

La direction de la FEN, qui avait approuvé "l'expérimentation" se déclare " vigilante". Celle de la FSU est muette.

• Réforme de l'État

On retrouve la même offensive au coeur de la réforme de l'État, en préparation avec le concours des "partenaires", y compris celui des dirigeants des syndicats enseignants.

L'un des objectifs affichés est celui des économies budgétaires, par la déconcentration, une "administration de misions ponctuelles" pilotée par de hauts fonctionnaires, réduite à minima et déléguant aux services déconcentrés...ou à d'autres "acteurs économiques" la mise en oeuvre de ces missions. Cela comprend un renforcement du pouvoir des préfets sur tous les services publics, dont l'enseignement, le rapprochement, voire la fusion de ceux-ci avec, par exemple, des "maisons des services publics", polyvalentes.

Une telle réorganisation ne peut aboutir à des économies que sur le dos des personnels. C'est pourquoi les documents préparatoires prévoient "la rénovation des ressources humaines". Ce qui signifie : "mieux utiliser les compétences", par la souplesse, la flexibilité, la polyvalence, la suppression des "cloisonnements". Le rapprochement des services doit entraîner la réorganisation des corps, voire des fusions (c'est déjà engagé par le rattachement de la protection judiciaire de la jeunesse à l'administration pénitentiaire). La "délégation des missions" entraîne la gestion des personnels sur le modèle du privé, le renforcement des pouvoirs locaux, le développement de la contractualisation "la rénovation des procédures d'évaluation individuelle" pour "mieux prendre en compte les performances de l'agent, développer sa responsabilité et accroître sa productivité (postes à profil, traitement au mérite).

Il n'est pas un seul de ces éléments qui ne puisse s'appliquer aux travailleurs de l'enseignement public. La réforme de l'État du gouvernement Chirac-Juppé n'est rien d'autre que la destruction de tout le cadre des statuts, droits et garanties des fonctionnaires, personnels de l'enseignement public inclus.

Une bonne partie de tout ce qui précède est directement en rapport avec cette offensive : déréglementation dans les collèges, contractuels de Guy Drut, bénévoles de Chirac, CES, apprentis dans la FP, sans compter l'annualisation et la flexibilité appliquée aux ATOS, aux PLP2, dans les IUFM, le supérieur, etc...A quoi peut être ajoutée la marche à la privatisation des universités, qu'on verra ci-dessous.

Imperturbablement les dirigeants syndicaux continuent de cautionner la mise au point de ces projets, avec, bien sûr des

"réserves" qui ne les empêchent pas d'y participer. Le représentant de la FSU est Frédéric Castaing, dirigeant de l'École Émancipée, "Syndicaliste révolutionnaire".

• La réforme Bayrou contre les étudiants c'est aussi un pas vers la privatisation des Universités

Comme le souhaitait Chirac le 10 mars, la réforme Bayrou vise en premier lieu à pousser les étudiants hors de l'université par "l'orientation" du 1er trimestre, en réduisant leurs ressources et en les expédiant aux "manivelles" chez les patrons pendant tout semestre de stages diplômants. Elle comporte un autre volet. Dans un éditorial titré *"Demain l'enseignement supérieur sera-t-il encore un service public ?"* le Secrétaire Général du SNP-IUFM écrit (le 29 janvier) :

> *"On peut dégager ce qui constitue l'épine dorsal d'un projet qui, mis en œuvre, aurait des effets dévastateurs sur le service public. À l'évidence, il s'agit de transformer les universités en entreprises de formation qui fonctionneraient selon la logique marchande. Prenant appui sur l'autonomie des Universités,* l'État se limiterait *"à l'élaboration de chartes (des examens, des thèses, des stages, etc) donnant non plus des règles mais un cadre très général"* dans lequel chaque établissement conduirait sa propre politique.

Pour les aider dans leur nouvelle tâche :

> *"Gestion du patrimoine immobilier, optimisation des ressources humaines, valorisation de la recherche, etc... outre le renforcement des équipes de direction (en clair l'embauche de spécialistes nouveaux, en matière de gestion), créerait un organisme nouveau : l'Agence de Modernisation. Il s'agirait d'un groupement d'intérêts publics auxquels "adhérent" les établissements (et donc qu'ils financent, au moins pour partie, par leurs cotisations). Cet organisme aurait vocation à assurer à la demande de ses membres une fonction d'expertise, de conseil, de diffusion et de suivi, de l'innovation."(...)*
>
> *"Dans un pareil contexte, on saisit bien à quoi vise le transfert annoncé de la propriété des locaux et domaines aux établissements. Il leur faudra assumer entièrement au point local, dans le cadre de leur équilibre budgétaire, la charge de l'entretien, ainsi que la politique immobilière adaptée à leur développement et à l'accueil des nouveaux étudiants. On imagine ce que cela pourra signifier dans un contexte d'austérité aggravée. La politique concernant les personnels relèverait de la même logique (...) par une gestion locale des services et sans doute aussi des carrières."*

Il faut ajouter à cette analyse rigoureusement exacte la création possible dans chaque université de "fondation à l'américaine", instrument du *"partenariat avec des partenaires extérieurs à l'université"*.(Rapport d'Étape. Universités II,6)

La direction du SNES-Sup fait sur cet aspect une analyse semblable. Cela ne l'a pas empêchée de participer jusqu'au bout aux États Généraux et aux groupes de travail qui ont abouti au rapport d'Étape de Bayrou. Et cela ne l'empêche pas d'apprécier celui-ci, avec les dirigeants de la FSU, du SNES, de la FEN, comme fondé sur de "bonnes intentions", "généreuses" et de réclamer "des moyens" pour les appliquer.

UNE POLITIQUE IMPULSEE DU PLUS HAUT NIVEAU DE L'ÉTAT...

On voit bien que l'axe fondamental de la politique du gouvernement Chirac-Juppé, celui qui ordonne tout, la recherche de tous les moyens possibles pour abaisser la valeur de la force de travail : entretenir et généraliser un "emploi" des jeunes à la discrétion du patronat et la fluidité de la main d'oeuvre, "pacifiée" par le chômage, la destruction des grilles de salaire, des statuts, des garanties collectives, des qualifications...

Jacques Chirac a très bien compris que pour parvenir à ses fins, l'un des meilleurs moyens est de s'attaquer aux sources même des qualifications : l'école, la formation professionnelle, l'Université, pour en détruire l'apport auprès de la masse des jeunes avec des conséquences immédiates sur le marché du travail et des possibilités de surexploitation.

Le pourrissement impérialiste dans lequel se débat pour survivre le capitalisme français impose à celui-ci de détruire non seulement les conquêtes de la classe ouvrière, mais ses propres réalisations démocratiques bourgeoises. C'est le cas pour l'École et l'Université publiques. C'est à ces impératifs que correspond l'offensive en cours et son impulsion directe par le plus haut responsable de l'État bourgeois.

... AVEC LA COMPLICITE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX : LA MANIFESTATION DU 23 MARS

Sur tous les aspects de la politique du gouvernement Chirac-Juppé-Bayrou, on l'a vu, les appareils syndicaux lui ont apporté un soutien sans faille. Leurs maquillages sur la gravité des agressions n'est que la face la plus visible de leur participation systématique à la préparation et à l'application des plans gouvernementaux.

Mais les enseignants et les jeunes ont montré qu'ils étaient prêts à engager le combat contre ces plans et contre le gouvernement lui-même. Le soutien des directions syndicales au gouvernement Chirac-Juppé leur impose d'empêcher par tous les moyens que ne surgisse un mouvement qui puisse mettre celui-ci en danger.

C'est dans ce cadre que la manifestation du 23 mars prend tout son sens. Elle était appelée par l'ensemble des directions syndicales : FSU, FEN-UNSA, SGEN, FERC-CGT, UNEF-ID, UNEF, avec la FCPE et deux organisations de lycéens, elle était donc incontestablement "unitaire", et certains n'hésitaient pas à invoquer le souvenir du 16 janvier 1994 qui avait ébranlé le gouvernement RPR-UDF. S'agit-il pour autant de l'affronter ? Absolument pas, et les enseignants ne s'y sont pas trompés. D'une part comme le notait Le Monde *du*

15 mars : elle devait être "Le point d'orgue de toute une série d'actions". C'est-à-dire qu'après avoir refusé l'affrontement possible à la rentrée 96 pour casser les reins au budget, et donc(et donc au gouvernement lui-même), les dirigeants ont entretenu tout au long de novembre, puis de janvier, février des "initiatives de terrain" de toutes sortes. Leur but était d'épuiser la combativité potentielle, de la détourner du gouvernement pour l'orienter en direction de "l'opinion", de rejeter ensuite la responsabilité des coups subis sur l' "inaction" des enseignants.

D'autre part quels étaient les objectifs du 23 mars ? Tout. "La réussite de tous, la formation, les qualifications, les diplômes, l'emploi, un collectif budgétaire, les HS, les postes, les concours, le réemploi des MA, la gratuité des études, etc...Il s'agissait donc d'une promenade sans but précis (dont Jean Paul Roux, le nouveau Secrétaire Général de la FEN-UNSA disait *:"c'est une manifestation citoyenne")* et surtout pas briser ne serait-ce qu'une seule des agressions gouvernementales. Enfin les organisations ne visaient *nullement le gouvernement mais :"les pouvoirs publics, les entreprises, les citoyens pour qu'ils prennent la mesure de l'effort à accomplir".*

Le 18 mars Deschamps Secrétaire Général de la FSU écrivait qu'il s'agissait d'une mobilisation "pour l'École" et non d'une "opposition CONTRE" (souligné par lui). Mais il y a plus significatif encore, successivement le 10 décembre par la voix de Chirac puis en janvier-février sur les stages diplômants, lors du "Sommet" du 10 février, enfin le 10 mars par les nouvelles déclarations de Chirac, **"l'emploi"** des **jeunes** a été brandi comme le **leitmotiv** de la politique gouvernementale.

La manifestation du 23 mars était placée par tous les appareils sous le signe : **"pour la formation et l'emploi des jeunes". C'était une manifestation de PARTICIPATION à la politique gouvernementale.** Sa fonction était de déblayer le terrain pour les mois à venir. On a pu voir que la masse n'était pas au rendez-vous. Le 28, dans l'U.S., Monique Vuaillat feignait de s'en étonner :

> *"Que de telles questions ne suscitent pas encore au moins l'élan qu'a provoqué la loi Debré est incompréhensible."*

Elle omettait de dire que la direction du SNES comme celle de la FSU s'étaient opposées de façon forcenée à exiger le retrait de cette loi et appelle... à une manifestation centrale pour l'obtenir en infligeant au gouvernement la défaite nécessaire. Il n'y a pas d'autre conclusion possible que d'affirmer :

- aucun acquis ne peut être défendu,
- aucune revendication ne peut être satisfaite,
- sans commencer par la rupture des dirigeants syndicaux avec le gouvernement Chirac-Juppé.
- sans en finir avec le soutien avec ce gouvernement, sans leur imposer qu'ils boycottent et appellent au boycott de la participation gaulliste.

C'est pour mener ce combat que nous appelons les enseignants à rejoindre les militants du comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

* * *

DÉCEMBRE 96 JANVIER 97 FORCES ET FAIBLESSES DU PROLÉTARIAT CORÉEN

LA NOUVELLE LÉGISLATION DU TRAVAIL : UNE ATTAQUE FRONTALE CONTRE LE PROLÉTARIAT

Le Jeudi 26 décembre 1996, les députés du parti gouvernemental (Parti de la Nouvelle Corée) adoptent une nouvelle législation du travail. La loi est adoptée dans des conditions où même l'opposition bourgeoise est absente au parlement.

Que prévoit cette loi? D'une part elle établit une liberté totale de licenciement, limite les contrats à durée illimitée au profit de contrats à durée déterminée. Elle instaure la flexibilité et l'annualisation du temps de travail, avec la possibilité de faire faire jusqu'à 56 heures par semaine en fonction des commandes. Par ailleurs elle renforce toutes les dispositions contre le mouvement ouvrier. Ainsi, elle prévoit la possibilité de remplacer à tout instant le personnel gréviste par des personnels intérimaires.Elle refuse la reconnaissance de tout nouveau syndicat avant 2002 en particulier la KCTU (Confédération Coréenne des Syndicats). Elle maintient l'interdiction faite aux fonctionnaires et particulièrement aux enseignants de se syndiquer.

A vrai dire cette loi n'est pas vraiment nouvelle. Pour l'essentiel , elle est le simple retour à la législation anti ouvrière de la dictature de Park Chung Hee, dictature mise en place par l'impérialisme américain en 1961, remise à jour en 1980 par le gouvernement Chon Doo Whan, législation qui avait été

fortement mise à mal par le mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse. Dans les législations de 1963 et de 1980, il s'agissait à chaque fois de reconnaître comme seul syndicat le "syndicat officiel" dont les dirigeants étaient nommés avec l'aval du gouvernement, de subordonner l'exercice de la grève à l'accord du gouvernement lui même, d'interdire la syndicalisation des fonctionnaires. C'est bien cela qu'il s'agit de remettre en place, et qui avait été largement balayé en 1987.

Pour comprendre la violence d'une telle attaque, il est nécessaire d'apprécier ce qu'est aujourd'hui la place de la Corée du Sud en rapport avec son histoire, modelée par les différentes puissances impérialistes, en particulier l'impérialisme américain, et par le rôle de la bureaucratie stalinienne jusqu'à ce que celle ci explose.

En 1945, se scelle un accord contre révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne pour diviser la Corée en deux au niveau du 38ème parallèle. Cette division de la Corée heurte de plein fouet les aspirations des masses coréennes à se constituer en nation. Cette aspiration se heurte depuis des siècles aux entreprises de colonisation alternativement engagées à partir de la Chine et du Japon, auxquelles il faut ajouter à partir de la fin du 19ème siècle la Russie. De 1910 à 1945, c'est le Japon qui assure sa domination coloniale sur la Corée. La question nationale n'a donc jamais été réglée en Corée et le combat pour régler cette question par la réunification et à l'encontre de la partition qui s'est maintenue jusqu'à maintenant est partie intégrante, de manière décisive, du combat du prolétariat et de la jeunesse au Nord comme au Sud

LA GUERRE DE CORÉE

Staline décide que les troupes nord-coréennes attaqueront le Sud. En cas de réussite, cela renforcera la lutte qu'il ne cesse de mener contre la "République démocratique de Chine". Il croit pouvoir engager les troupes de la Corée du Nord à envahir la Corée du Sud, bien qu'à Yalta, l'impérialisme américain ait reçu en partage la mainmise sur le Sud de la Corée.

En janvier 1950, le secrétaire d'État Dean Acheson a annoncé publiquement que la Corée ne faisait pas partie du périmètre de défense des États-Unis. En réalité, il s'agit d'une de ces manoeuvres dont l'impérialisme américain est coutumier. À peine les troupes nord-coréennes ont-elles franchi la frontière que, à sa demande, le Conseil de sécurité de l'ONU prend en charge la guerre de Corée, les troupes américaines y jouent le premier rôle, Mac Arthur est nommé Commandant suprême.

Le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes envahissent le Sud de la Corée. Staline s'est fait prendre au piège que l'impérialisme américain lui a tendu. En quelques semaines, les troupes nord-coréennes sont arrivées-à environ 40 km du port de la Corée du Sud, Pusan. En cas de victoire, la Corée du Nord devrait nécessairement aligner les rapports de production de la Corée du Sud sur les siens. Mais là, les troupes américaines regroupées et déjà renforcées les clouent sur place. Elles préparent la contre-offensive que va diriger Mac Arthur nommé Général en chef.

Ses troupes débarquent à Inchon à la hauteur du 38ème parallèle. En trois jours, elles coupent la Corée à hauteur de ce parallèle, les troupes nord-coréennes prises au piège refluent en désordre et en déroute. Elles capitulent purement et simplement. L'entreprises de Staline aboutit à un désastre. Ensuite, Mac Arthur envahit la Corée du Nord et ses troupes atteignent le Yalu, frontière entre la Chine et la Corée. C'est alors que, munies d'un armement dérisoire, les troupes chinoises innombrables contre-attaquent. Au prix de 900 000 morts, elles mettent en déroute les troupes américaines. Mac Arthur menace d'utiliser l'armement atomique contre la Chine. Aussitôt, Truman le destitue et nomme à sa place le Général Ridgway.

Saignés à blanc, les chinois sont bloqués à quelques kilomètres de Séoul. Le 27 juillet, un armistice est signé entre les Chinois et l'impérialisme américain. Les positions géographiques n'ont pas changé depuis. Séoul est restée la capitale de la Corée du Sud contrôlée par l'impérialisme américain.

DOMINATION IMPÉRIALISTE ET CONSITUTION D'UN CAPITAL NATIONAL

Le capitalisme se développe donc dans la partie sud de la Corée dans une dépendance étroite de l'impérialisme américain. Il se développe à l'ombre d'un régime militaro-policier, constitué en étroite osmose avec l'armée et les services secrets américains (au point que la police secrète sud-coréenne s'appelle KCIA!). Ce régime militaro-policier va permettre le développement de l'économie capitaliste sur la base d'un taux d'exploitation de la main d'oeuvre phénoménal.. Ce développement se fait pour une large part sur la base d'investissements américains auxquels vont venir s'ajouter, à partir de 1965 et du traité de normalisation des relations avec le Japon, des investissements japonais, ces derniers surpassant désormais les premiers.

Mais à côté de ces investissements, tous les efforts des gouvernements ont consisté à travers les "plans quinquennaux" à constituer une bourgeoisie nationale. Comme dans d'autres pays dominés, l'instrument de cette tentative a été l'étatisation du système bancaire. C'est par l'aide financière massive du système bancaire d'État qu'ont pu se constituer les grands trusts coréens : Samsung, Daewoo, Hyundyai. Ceci étant, ces trusts ne sont nullement indépendants des trusts des grandes puissances impérialistes avec lesquels ils ont passé des accords variés : Hyundai avec Mitsubishi, Daewoo avec General Motors, Samsung avec Chrysler par exemple.

En tout état de cause, le développement rapide du capitalisme modifie radicalement la structure de la production à partir des années 1970, production désormais largement tournée vers l'exportation. La Corée est la deuxième puissance mondiale pour les chantiers navals, elle est parmi les dix premiers producteurs mondiaux d'acier par exemple. Dans le même temps, certaines industries traditionnelles, en particulier le textile et la maroquinerie, se sont délocalisées dans d'autres pays où les conditions d'exploitation de la main d'oeuvre sont encore meilleures pour le capital. Dans l'ensemble à l'exception de courtes périodes de récessions, ce qui domine, c'est la rapide croissance de l'économie sud-coréenne. Le Produit Intérieur Brut augmente de 9,1% en 1991, de 5,1% en 1992, de 5,5% en 1993, de 8,2% en 1994. Pour la seule année 1995, le volume des exportations augmente par rapport à l'année précédente de 14%.

UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MENACÉ D'EFFONDREMENT

Cependant ce développement apparemment impétueux n'est qu'un aspect des choses. Car ce développement s'est fait d'emblée par des moyens artificiels, qui aujourd'hui placent l'ensemble de l'économie coréenne sous la menace bien réelle d'une catastrophe bancaire et financière. A cet égard, ce qui se passe en Corée réfracte dans ce pays les caractéristiques générales de l'état présent de l'impérialisme.

D'une part, le développement s'est fait sur la base d'un endettement généralisé : endettement très important de l'État qui augmente de 10% chaque année depuis 1990, endettement catastrophique des trusts coréens qui se sont frayés un chemin sur le marché mondial par les méthodes aventureuses du dumping. Par exemple Daewoo, que l'on connaît pour avoir failli racheter Thomson Multimédia, est endetté à hauteur de 352% de ses capitaux propres, Hyundai à hauteur de 500%. À titre de comparaison, l'endettement moyen des firmes françaises est de l'ordre de 100%.
De ce point de vue, la faillite de Hanbo Steel, second groupe sidérurgiste de Corée est très révélateur. Voici ce qu'en dit le correspondant du journal Le Monde à Tokyo :

"La faillite du second sidérurgiste de Corée du Sud, Hanbo Steel dont les dettes se chiffrent à 5,8 milliards de dollars (32 milliards de francs), constitue un coup de semonce pour un système financier déjà fragilisé. Ses principaux créditeurs, Korea First Bank, Korea Exchange Bank, Seoul Bank et Korea Development Bank sont directement touchés : leurs prêts, consentis sans suffisamment de garanties, sont pratiquement irrécupérables. Korea First Bank est la plus vulnérable, avec des créances s'élevant à 1,3 milliard de dollars, soit 60% du montant de ses avoirs : il lui faudra dix ans pour effacer une telle ardoise"

Ainsi la grande fragilité des "chaebols" - c'est ainsi qu'on nomme les trusts coréens - porte en elle la menace d'effondrement du système bancaire, qui bien entendu développerait ses conséquences bien au delà des frontières coréennes. D'où l'inquiétude du capital financier des métropoles impérialistes. On apprend dans le même numéro du Monde qu'immédiatement après la déclaration de faillite de Hanbo Steel, les banques japonaises et celles de Hong Kong ont décidé d'appliquer, aux filiales à l'étranger des banques coréennes, des taux d'intérêts plus élevés.

LE PROLÉTARIAT ET LA JEUNESSE CORÉENNE COMBATTENT

Il y a à vrai dire une autre menace pour l'économie capitaliste sud coréenne, du reste produit inévitable de son développement; c'est le développement du prolétariat lui même. Ce prolétariat à la fois numériquement très puissant (il y avait déjà 9 millions d'ouvriers en 1986) et très concentré dans les grandes entreprises a déjà engagé de très importants combats de classe malgré la répression sanglante à laquelle eut souvent recours, contre lui, l'État militaro-policier. En 1987, la classe ouvrière rejoignait ainsi, contre la dictature, la mobilisation des étudiants qui permettait d'ébrécher profondément le régime militaire et d'arracher quelques libertés démocratiques. La fusion du mouvement de la jeunesse - il y a près d' 1,4 millions d'étudiants en Corée du Sud - et de celui de la classe ouvrière a toujours mêlé revendications pour les libertés démocratiques et contre le régime militaire, combat contre l'impérialisme et pour la réunification (par exemple la lutte des étudiants en 1996). En 1987, la mobilisation des masses arrache d'importantes concessions (fin de l' "auto élection" du Président de la République, libération partielle de prisonniers politiques) même si l'opposition bourgeoise au régime dont un des chefs était Kim Young Sam, l'actuel Président de la République, avait réussi à sauver le régime. Sur le plan des revendications économiques, les ouvriers coréens ont obtenu des augmentations de salaire de l'ordre de 15% par an au cours des dernières années, ce qui, même si on tient compte d'une inflation de l'ordre de 5% l'an, constitue une amélioration de leurs conditions d'existence. Cet éveil du prolétariat coréen s'inscrit dans le développement général du combat de classe dans les pays dits "émergents" comme s'en inquiète Le Monde:

"Si la perspective d'une surchauffe de ces économies paraît aujourd'hui écartée, les craintes se reportent sur les risques d'une éventuelle explosion sociale(...)"

Le même journal cite en exemple l'Indonésie:

"En Indonésie, le nombre de mouvements de grève est passé de 19 en 1989 à 296 en 1994 représentant une perte de près de 1,5 million d'heures de travail"

D'après les statistiques de l'ONUDI et du FMI les salaires réels auraient progressé entre 1973 et 1993 de 150% aux Philippines, de 195% en Malaisie, de 240% en Indonésie et de 290% à Singapour. Même si on prend de tels chiffres avec prudence, ils renvoient à une réalité, à savoir que le prolétariat de ces pays a engagé le combat pour vendre plus cher sa force de travail dans une situation où la bourgeoisie, compte tenu de l'écart encore énorme entre le coût de la force de travail dans ces pays et dans les métropoles impérialistes, pouvait encore faire des concessions.

L'ADHÉSION DE LA CORÉE DU SUD A L'OCDE ET LA NÉCESSITE DE S'EN PRENDRE AU PROLÉTARIAT

La loi sur le travail manifeste que désormais, en Corée, les concessions sont terminées. En 1996, le gouvernement sud-coréen décide d'adhérer à l'OCDE (Organisation pour le Commerce et le Développement Economique). Les implications sont les suivantes : levée des protections tarifaires et douanières qui selon Le Monde *"menace 5 à 12% des productions*

locales et entre 170 000 et 405 000 emplois", et ouverture à compter de 1997 du marché financier coréen. D'ores et déjà, à l'encontre de la politique protectionniste qui avait cours jusque là sur le plan agricole, les États Unis ont obtenu de pouvoir vendre leur riz sur le marché sud-coréen. D'un autre côté sans doute, l'adhésion à l'OCDE devrait permettre aux trusts coréens de pénétrer plus profondément le marché mondial. Il n'empêche que, fondamentalement, l'adhésion à l'OCDE a été imposée par les puissances impérialistes dominantes en particulier l'impérialisme américain.

Une telle situation a amené le gouvernement de Kim Young Sam à prendre depuis 1993 toute une série de mesures allant jusqu'à remettre en cause les avantages et prébendes dont bénéficiaient certains secteurs de l'appareil militaire et politique dans les phases précédentes. L'étroite fusion de l'appareil politique, militaire et bancaire favorisait en effet un système de corruption généralisée. Depuis 1992 s'est engagé un processus de privatisation du système bancaire accompagné de mesures contre la mafia d'Etat appelé "société unique" regroupant les bénéficiaires de cette corruption.

Mais, bien entendu, c'est en premier lieu contre le prolétariat que sont dirigés tous les coups du gouvernement Kim Young Sam. Il s'agit non seulement d'en finir avec les augmentations de salaire, d'instaurer la flexibilité ; mais au delà, de s'en prendre aux quelques libertés démocratiques arrachées par la classe ouvrière et la jeunesse particulièrement depuis 1987 : d'où la législation antigrève ; d'où aussi, ce qui constitue un élément décisif de la législation adoptée par la majorité à la botte de Kim Young Sam, le renforcement des pouvoirs des services secrets (KCIA).

L 'IMPÉRIALISME ET LA BUREAUCRATIE DE LA CISL POUR UNE LOI ADOPTÉE PAR LA MÉTHODE DU "DIALOGUE SOCIAL"

A cet égard, il est important de revenir sur ce qu'a été la position des puissances impérialistes par rapport aux développements de la lutte des classes de décembre et janvier. La presse bourgeoise a voulu faire croire que les puissances impérialistes désapprouvaient le gouvernement de Kim Young Sam au nom des idéaux éternels de la "démocratie". Qu'en est il en réalité? Le Monde cite le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE qui, le 23 janvier

> *"reconnaît les efforts déployés par les autorités coréennes pour réformer la législation du travail, mais estime que la nouvelle loi ne répond pas pleinement aux engagements du gouvernement coréen en ce qui concerne la liberté d'association et la négociation collective."...et..."encourage le gouvernement coréen à reprendre le dialogue avec toutes les parties intéressées, ce qui témoignera de l'importance que le gouvernement attache à une accélération du processus pour garantir pleinement la liberté d'association et de négociation collective."*

En clair l'OCDE approuve pleinement les objectifs de la loi de Kim Young Sam, mais demande au gouvernement coréen de les faire passer par d'autres méthodes, celles de la "concertation;" de la "participation" et du "dialogue social". Les cercles impérialistes plaident en particulier pour que la KCTU actuellement non reconnue soit intégrée au dit "dialogue social".

Les dirigeants de la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) ont immédiatement emboîté le pas aux cercles dirigeants de l'impérialisme et se sont rendus à Séoul pour faire avaler cette position en particulier aux dirigeants de la KCTU. Ainsi l'appareil FO, membre français de la CISL s'est prononcé pour l' "amendement" de la législation du travail comme en témoigne par exemple cette prise de position de la Fédération de l'Enseignement FO, qui, là comme ailleurs, exprime fidèlement la position de l'appareil confédéral :

> *"La FNEC-FP-FO affirme sa solidarité et son soutien aux travailleurs de Corée en grève pour la défense de leurs droits. La FNEC-FP-FO exige en particulier que cessent toutes les poursuites engagées contre les responsables syndicaux et que soit préservée l'existence de syndicats coréens.*
> *La FNEC-FP-FO s'adresse solennellement au gouvernement coréen pour lui demander d'ouvrir immédiatement la discussion avec les représentants des syndicats afin que soit amendée la nouvelle loi sur le travail" le 9/1/97*

Le gouvernement Kim Young Sam n' a du reste pas tardé à se rallier à la méthode préconisée par les puissances impérialistes. Dès le 10 janvier, dans le but de désamorcer l'appel à la grève générale, le dirigeant du Parti de Kim Young Sam (Le Parti de la Nouvelle Corée) rencontrait les dirigeants du syndicat jaune, la Fédération des Syndicats Coréens (FKCTU). Le 21 janvier, Kim Young Sam rencontre les dirigeants de l'"opposition" - bourgeoise - et annonce que la non reconnaissance de la KCTU avait été une erreur. Le Monde du 22 janvier indique :

> *"Près d'un mois après le déclenchement d'un important mouvement syndical, le président sud-coréen Kim Young Sam a finalement accepté, mardi 21 janvier, de réexaminer la trés contestée loi sur le travail. Cette législation "peut être discutée à nouveau au Parlement" a annoncé un porte parole de la présidence à l'issue d'une rencontre entre le chef de l'État et les responsables des partis de l'opposition sud-coréenne.Le Président a également fait savoir qu'il suspendrait l'exécution des mandats d'arrêts lancés par la justice à l'encontre des dirigeants syndicaux qui mènent le mouvement de contestation. Le chef de l'État a cependant précisé qu'il n'était pas question d'abroger cette loi qui avait été votée au Parlement le 26 décembre dernier en l'absence de députés de l'opposition."*

Kim Young Sam indique par là qu'il a parfaitement assimilé les consignes de ses maîtres. Il préconise désormais le dialogue ... dans le cadre du maintien de la loi adoptée. Le dialogue aura lieu,y compris avec la KCTU et le mouvement des masses refluera sans obtenir l'abrogation de ladite loi.

LE MOUVEMENT DES MASSES ET LES SYNDICATS

Bien entendu, on ne peut comprendre le fait que le puissant mouvement des masses n'ait pu ni balayer le gouvernement Kim Young Sam , ni le faire reculer sur la législation du travail, sans apprécier précisément le rôle des dirigeants syndicaux. Il y a en Corée du Sud essentiellement deux confédérations syndicales : la FKCTU seule reconnue et la KCTU toujours illégale.
Mais la FKCTU n'a de syndicat que le nom. Elle est en réalité, héritière des syndicats d'État mis en place par le gouvernement, en osmose étroite avec l'impérialisme américain, syndicats mis en place suite à la répression féroce contre les véritables syndicats ouvriers qui s'étaient constitués dans l'immédiat après guerre, répression qui avait conduit à leur liquidation. S'agissant de la tradition de ce syndicalisme d'Etat dont la FKCTU est héritière, voici ce qu'en dit l' Histoire du Syndicalisme dans le Monde des Origines à nos Jours de Jean SAIGNES:

> *"Elle (cette centrale syndicale ndlr) se donne pour programme la collaboration avec le patronat et le pouvoir, et la mobilisation de la main d'oeuvre en vue de promouvoir la croissance. (...) Menaces, emprisonnements, tortures, listes noires, souvent établies par les chefs syndicaux officiels, sont monnaie courante. (...) Dans ces syndicats, la corruption fait rage pour l'accès aux fonctions dirigeantes souvent trés lucratives. Les leaders de ce trade-unionisme conservateur, conseillés par l'A.F.I.L une des branches internationales de l'AFL CIO, clientélisés par le pouvoir entretiennent dans le salariat l'adhésion au productivisme officiel, adhérant pleinement aux finalités de la stratégie économique(...) prônent sans relâche la collaboration avec le patronat et l'anticommunisme, combattent le recours à la grève."*

Dans une situation que la mobilisation des masses rendait extrêmement périlleuse, au total la FKCTU aura été fidèle à son histoire.

Le 26/12, c' est la KCTU qui appelle à la grève et non la FKCTU, qui est cependant obligée de s'y rallier. Par contre la FKCTU appelle à la reprise.

Alors que la mobilisation est à son zénith, début janvier, la FKCTU n'appelle pas à la grève et dialogue avec le représentant du gouvernement. Il n'appellera à la grève que le 14 et 15 janvier alors que le mouvement est déjà à peu près liquidé. La grève des 14 et 15 janvier sera d'ailleurs un échec. On ne peut pas dire que la FKCTU ait trahi la mobilisation ouvrière ; il faut dire que la classe ouvrière a eu de bout en bout la FKCTU en face d'elle.

Il y a une différence à établir avec la KCTU. Celle ci est héritière d'une autre tradition, celle du combat du prolétariat, dans les pires conditions de répression, pour constituer des véritables syndicats contre le "syndicalisme officiel". Elle est l'héritière des combats de 1987 qui ont ouvert une brèche dans la dictature militaro-policière. Il serait toutefois tout à fait erroné de s'illusionner sur la direction de la KCTU. Si sur la base de la pression du mouvement des masses elle a pu y compris à un moment du conflit se prononcer pour chasser le gouvernement de Kim Young Sam, les liens étroits de ses dirigeants avec la bureaucratie de la CISL, qui a établi des relations avec elle après avoir soutenu pendant des décennies les "syndicats" officiels, l'influence qu'exerce l'Eglise catholique sur ses dirigeants, l'ont conduit au bout du compte à accepter le cadre du "dialogue social" avec Kim Young Sam.

Il n'en reste pas moins que doit être mis au compte de la formidable combativité de la classe ouvrière coréenne d'avoir pu commencer à construire en rupture avec les syndicats d'Etat une organisation syndicale de classe.

LA SITUATION EN CORÉE DU NORD

Sur le strict plan du résultat, il est incontestable que le gouvernement l'a finalement emporté dans l'épreuve de force qui l'a opposé au prolétariat. Pour le comprendre, il faut aussi apprécier le rôle et la situation de la bureaucratie au pouvoir au Nord. Le gouvernement nord-coréen ne pouvait ressentir que comme une menace pour lui même la mobilisation ouvrière au sud.

Une affaire de sous-marin espion coulé en septembre lors d'une incursion dans les eaux territoriales sud-coréennes devait donner opportunément au gouvernement nord-coréen l'occasion de se prononcer le 29 décembre - soit immédiatement après le déclenchement de la grève - pour *"la paix et la stabilité de la péninsule coréenne"* :

> *"La République Populaire Démocratique de Corée entend travailler de concert avec d'autres pays à la paix et à la stabilité de la péninsule coréenne"*

Ceci n'est pas sans importance alors que tout naturellement tout mouvement des masses pose nécessairement la question d'en finir avec la partition de la péninsule imposée par l'impérialisme et feue la bureaucratie stalinienne.
Mais l'état même dans lequel se trouve la Corée du Nord est à lui seul une aide au gouvernement du Sud. La gestion de la bureaucratie a conduit à un véritable désastre économique aggravé par l'effondrement de l'URSS. La pénurie y est telle que les masses y sont au bord de la famine. L'impérialisme américain exerce une pression de plus en plus forte, et à vrai dire tient le pays à sa merci, utilisant l'arme de l'embargo sur les exportations et celle de l' "aide alimentaire" puisque désormais les ressources agricoles du pays ne peuvent plus nourrir ses habitants.

Là comme ailleurs la bureaucratie s'active pour démanteler la propriété d'État à travers notamment la mise en place de "zones libres", à l'instar de ce qui se passe en Chine, mais avec un succès nettement moindre compte tenu du refus de

l'impérialisme américain d'y investir. Ainsi les investissements prévus par General Motors n'ont en fait jamais été réalisés.

Le général Gary Luck résume assez bien la situation avec le cynisme du représentant régional de l'impérialisme américain qu'il est :

"La question n'est pas de savoir si ce pays va se désintégrer, mais comment, par implosion ou explosion et quand."

QUESTIONS À RÉSOUDRE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA JEUNESSE DE CORÉE

La mobilisation des masses de décembre 96-janvier 97 posait, au delà même de l'abrogation de la loi sur le travail, la question de l'existence même du gouvernement Kim Young Sam et du démantèlement de l'État militaro-policier bâti par l'impérialisme américain. Mais la classe ouvrière a été bloquée dans son combat par le fait que, si elle a commencé à construire ses organisations syndicales, elle ne dispose pas de son parti politique.

La construction du parti ouvrier en Corée est donc une question décisive pour l'avenir, parti qui ne pourra se construire qu'à partir des militants syndicaux et des militants se dégageant du mouvement de la jeunesse.

Le programme d'un tel Parti devra nécessairement intégrer comme une question cruciale le combat pour la réunification de la Corée et de la Constituante souveraine pour toute la Corée, ce qui suppose la liquidation du gouvernement militaire au Sud et de la bureaucratie au Nord.

En cela la constitution du Parti Ouvrier est inséparable de l'émergence d'une avant garde révolutionnaire. C'est l'absence de Parti Ouvrier et en son sein d'une avant garde combattant sur le terrain du programme de la révolution socialiste qui a fait, malgré sa force impressionnante, la faiblesse du mouvement de décembre 96-janvier 97 en Corée du Sud.

* * *

SOMMAIRE

Les organisations ouvrière, partis (PS et PCF), les directions syndicales CGT, FO, FSU, FEN) aident le gouvernement qu'il faut combattre : le gouvernement Chirac Juppé p. 1

La responsabilité des dirigeants syndicaux du Groupe Renault : appeler et organiser la Grève générale du groupe jusqu'à satisfaction des revendications : Aucun licenciement, aucune suppression d'emploi p .6

Adoption de la loi Debré : une défaite due au PS, au PCF et aux dirigeants syndicaux p .7

Le patronat a besoin de détruire l'Enseignement public, les diplômes, les qualifications : Chirac engage l'offensive p.11

Décembre 96-Janvier 97 - Forces et faiblesses du prolétariat coréen p.15

Révolution prolétarienne en Albanie p.21

Palestine: l'impérialisme poursuit son offensive contre le peuple palestinien. p.26

Contre le nouveau partenariat social (2ème partie) p.30

Directeur de la publication : Stéphane JUST - Commission paritaire n° 67187 - n° I.S.S.N. : 0763790 X Imprimerie Spéciale

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EN ALBANIE

UNE RÉELLE RÉVOLUTION

Depuis le mois de janvier, après l'effondrement des "pyramides" financières qui a entraîné la ruine de la majorité de la population, le prolétariat albanais avait mené de puissantes manifestations. Fin février, début mars, les ouvriers et les paysans ont pris les armes contre le régime du président Sali Berisha. Dans tout le sud du pays, ils ont formé de véritables soviets. L'État bourgeois s'est effondré: "*la police est en miettes, il n'y a plus de prisons, plus de douane, plus de gardes-frontières, pratiquement plus d'armée*" (propos d'un diplomate néerlandais rapportés par Le Monde du 21 mars).

Le prolétariat en armes s'est dressé contre le pouvoir de Berisha et de sa police secrète. En Albanie, c'est bel et bien la révolution prolétarienne qui a éclaté.

C'est pour cette raison que les porte-parole de la bourgeoisie ont déversé des tombereaux de boue contre le prolétariat albanais. Pour un "spécialiste" d'Oxford, écrivant dans Le Monde du 13 mars, il s'agit d'une "*foule manipulée par l'invraisemblable coalition des communistes irréductibles et de la mafia albanaise qui entretient des liens d'allégeance avec le crime organisé en Italie*". Dans le même journal l'écrivain I.Kadare annonce le "*suicide d'une nation*", car "*le peuple albanais a péché contre lui-même*". *L'Humanité*, donc le PCF, n'a parlé tout au long du mois de mars, (au contraire des autres quotidiens), que de "*chaos*", de "*peur*", de "*gangs mafieux*". Ces cris de haine n'ont rien de surprenant. Le "péché" des ouvriers et les paysans albanais porte un nom: c'est la révolution prolétarienne.

Pour la première fois depuis la révolution roumaine de 1989, pour la première fois depuis la restauration du capitalisme, la révolution se manifeste en Europe orientale. C'est pourquoi: "*l'obsession de la contagion hante évidemment les diplomates*" (Libération des 8-9 mars). En effet, avec la révolution en Albanie, c'est le maillon le plus faible des pays où le capital a été restauré qui a cédé.

"LE BON ÉLÈVE DU FMI"

Sous ce titre, le "Bilan économique et social" du *Monde* paru en janvier 1996 soulignait: "*les responsables du FMI et de la banque mondiale ne tarissent pas d'éloges sur le pays des aigles*". A l'appui de ces "éloges", la croissance du PIB, de +8% en 1995 et de +5% en 1996. Mais derrière cette façade clinquante, l'Albanie présente les mêmes traits ravagés que l'ensemble des pays où le capital vient d'être restauré, en Europe orientale et en Russie.

Ce pays était déjà exsangue après 45 années de domination de la bureaucratie parasitaire albanaise dirigée par E.Hodja, puis R.Alia, qui l'avaient mené au bout de l'impasse du "socialisme dans un seul pays", dans une quasi-autarcie aux effets dévastateurs. La restauration du capitalisme est venue, à partir de 1990, parachever ce désastre. Entre 1989 et 1992, le produit intérieur brut albanais a chuté de plus de 40%!

Quant à la croissance des dernières années, elle est profondément malsaine. Elle s'appuie sur des déficits budgétaires annuels d'environ 15% du PIB, record de toute l'Europe orientale. Elle a été entretenue par le trafic d'armes et de drogue avec la Serbie voisine, soumise à l'embargo.

Les vagues de privatisation, commencée en 1990 et achevée pour l'essentiel en 1995, ont poussé 300 000 travailleurs (10% de la population!) à l'émigration vers la Grèce ou l'Italie, d'où ils rapatrient des millions de dollars de devises qui ont soutenu la croissance. Pour les autres, selon *Le Monde* du 5 mars: "*les foules désoeuvrées, visibles dans la rue à toute heure du jour, rendent bien peu crédible le taux de chômage officiel de 15% de la population.*" La misère s'est accrue avec l'exode rural déclenché par la privatisation des terres, tandis que s'enrichissaient les différentes mafias albanaises.

LE RÉGIME DE BERISHA: LA POLICE SECRÈTE PLUS LES "PYRAMIDES" FINANCIÈRES

En mai 1992, le Parti Démocratique Albanais remportait les élections législatives, avec à sa tête Sali Berisha (qui fut membre pendant 20 ans du secrétariat du PTA, le parti de la bureaucratie albanaise). Élu président, c'est sous sa direction que vont être opérées les privatisations de masse et une politique entièrement soumise aux exigences des puissances impérialistes. Après quatre ans de cette politique, Berisha devra recourir à une fraude massive pour remporter des élections législatives en mai 1996.

Pour tenir, Berisha s'est appuyée sur sa police secrète, le SHIK, dont tous les témoignages montrent qu'elle est aussi redoutée que l'ancienne Sigmuri, la police politique de la bureaucratie de Tirana. De plus, il a joué sur les différences entre les Guègues du nord de l'Albanie, et les Tosques du sud du pays, comme l'avait fait la dictature de Hodja. Celle-ci valorisait le sud, Berisha, lui, s'appuie sur une équipe composée de nordistes. C'est le régime de Berisha qui va impulser les "pyramides" financières. Celles-ci financeront ouvertement son régime et sa campagne électorale. Que sont ces pyramides? Selon Le Monde du 5 février :

> "*les pyramides financières proposaient aux épargnants des rémunérations extraordinairement élevées (de 35% à 100% par mois). L'apport croissant de nouveaux dépôts permettait de payer ceux qui réclamaient leur mise de départ. (...) Afin d'investir, appartements et voitures ont parfois été liquidés; des paysans se sont séparés de leurs troupeaux, voire de leurs terres, récemment privatisées. Des familles ont englouti l'argent que leur envoyaient leurs enfants émigrés en Grèce ou en Italie*". *(...) 70% à 80% des foyers auraient été touchés*" par leur faillite.

De telles pyramides financières ne sont pas l'apanage de l'Albanie. Elles existent en Pologne, en Russie, et des faillites se sont déjà produites. Elles ne sont qu'une expression boursouflée de toute entreprise spéculative, qui ne peut exister que si elle croît indéfiniment, sans quoi, si tous les investisseurs

veulent récupérer leur mise, tout s'effondre: c'est le krach. Tous sont lésés, sauf ceux qui contrôlent ces fonds, et qui se servent en premier avant de mettre la clé sous la porte. Les masses, désorientées, se sont raccrochées à ces pyramides comme à une planche de salut. Leur faillite inévitable a renvoyé brutalement les prolétaires à ce que la restauration du capitalisme implique pour eux: la misère noire.

La faillite des sociétés financières se produit début janvier. Aussitôt, de violentes manifestations ont lieu. Elles sont réprimées. Le 26 janvier, alors que 20 000 manifestants sont matraqués à Tirana, le parlement vote une loi renforçant les pouvoirs du président. Le 30 janvier, des centaines d'arrestations arbitraires ont lieu dans tout le pays, dont des responsables du Parti Socialiste (nouvelle appellation du PTA). Pourtant, le 12 février, Le Monde soulignait :

> *"Le gouvernement a régulièrement accusé l'opposition d'organiser les manifestations. Il semblerait au contraire que le Parti Socialiste et ses alliés, réunis au sein d'un forum pour la démocratie, aient des difficultés à canaliser le mécontentement du peuple albanais à leur profit".*

"LA COMMUNE DE VLORA

A Vlora, principale ville du sud de l'Albanie, les manifestations sont particulièrement puissantes. Le 10 février, le commissariat est pris d'assaut par des milliers de manifestants. Le 20, des étudiants entament une grève de la faim. Le 28 février, le SHIK (la police secrète) tente de les enlever. Aussitôt, la population se lève en masse. Dans la nuit, le siège de la police secrète est pris d'assaut. Pour mener leur lutte à bien, les habitants de Vlora marchent sur la caserne. "*Les soldats ont ouvert les casernes sans combattre et ont parfois rejoint les rangs des insurgés. Les autres ont jeté leurs uniformes et tentent de rentrer chez eux.*" (Le Monde du 7 mars). Le premier mars au matin, c'est le prolétariat en armes qui est maître de la ville.

Le 2 mars, dans toutes les villes du sud de l'Albanie, le mouvement est le même. Les manifestants attaquent les bâtiments de la police secrète, les préfectures de police, les tribunaux, les commissariats, les banques. Mais le parlement proclame aussitôt l'état d'urgence. A Fier ou Gjirokastër, l'appareil d'État reprend les choses en main. Libération du 6 mars explique: "*En fin d'après-midi, dimanche, Fier était aux mains d'une foule d'émeutiers enthousiastes et presque incrédules de leur facile victoire" (...) "Le calme est revenu d'un coup dans la soirée avec la proclamation de l'état d'urgence*". A Fier, proche de la capitale Tirana, la police secrète pèse de tout son poids. Mais surtout, ce qui pèse et pèsera, c'est l'absence de réponse à la question: quel pouvoir, quelle issue politique?
Lundi 3 mars, seules les villes Vlora, Saranda et Delvina (dans les deux dernières existe une forte minorité grecque) restent aux mains des travailleurs en armes.
Quand Libération des 8-9 mars décrit la situation à Vlora, c'est une peinture vivante de la révolution prolétarienne :

> *"La "Commune de Vlora" est une insurrection festive et désordonnée, aussi bonhomme que rageuse." (...) "Tous les habitants de Vlora ont des armes et des munitions à foison". "Chaque jour, à 17 heures se tiennent des meetings sur la place centrale. C'est là le forum politique de Vlora l'insurgée".*

C'est là que se décide l'organisation de la défense de la ville, de son ravitaillement. Libération ajoute: "*C'est un contre-pouvoir qui s'installe. La révolte de Vlora se transforme petit à petit en une petite révolution.*"

A Saranda, l'envoyé spécial du Monde ne décrit pas autre chose: chaque matin, la population se réunit. Le prolétariat est en armes, avec "*des airs de milices populaires*". Le Journal du Dimanche du 9 mars rend compte de la détermination des prolétaires: "*nous ne voulons tuer personne, nous voulons juste tuer le gouvernement*". A Saranda comme à Vlora, le mot d'ordre central est celui du départ de Berisha: "*'A bas le dictateur!' chante la foule. 'Nous ne rendrons pas les armes'. Saranda veut, en fait, obtenir la démission du président de la République d'Albanie*" (Le Monde des 9 et 10 mars).

"SUR LE MODÈLE BIEN CONNU DES SOVIETS"

Selon le journal grec New Europe : "*des comités de ville sur le modèle bien connu des soviets se forment dans le sud de l'Albanie*". Ces comités assurent la direction de l'insurrection, sous le contrôle permanent des assemblées quotidiennes. A Vlora, le "Comité de salut public "*regroupe 17 partis et groupes politiques, soit toute l'opposition et en premier lieu les ex-communistes, mais aussi un transfuge du parti au pouvoir.*" (Libération des 8 et 9 mars).
Ces Comités n'ont pas été élus. On y retrouve toutes les têtes connues de la ville, accompagnée d'anciens militaires, indispensables pour organiser la défense des villes. Et très vite, ils se trouvent au premier plan, parce qu'ils jouissent d'une plus grande confiance de la part du prolétariat. Le Monde du 11 mars en rend compte : " *'C'est un spécialiste militaire, c'est bien' affirme un homme. 'Et il ne se mêlera pas de politique. Le vrai pouvoir, aujourd'hui, a été conquis par le peuple.*"

Dès le début, la différence entre les membres des comités et les masses assemblées est sensible. Ce sont les masses qui doivent imposer en permanence aux dirigeants la revendication de la démission de Berisha. Ces comités eux-mêmes ne sont pas homogènes. Mais, c'est un fait, le prolétariat n'est aucunement en mesure d'avoir sa propre direction, ni sa propre politique.
Les notables des comités arrivent à propulser sans problèmes apparents la "revendication" d'un "*gouvernement de techniciens*", s'appuyant sur ce profond désarroi politique. On ne relève dans cette révolution aucune atteinte à la propriété privée des moyens de production et d'échange. L'Humanité du 11 mars, qui ne pipe mot de ce qui se passe dans les villes insurgées, se fera un plaisir de souligner qu'on trouve même des "*chefs d'entreprise*" à la tête de l'insurrection: "*les gens en révolte sont venus me chercher moi et mes frères pour diriger*" affirme le patron. Et c'est vraisemblable.

Mais même dans ces conditions, l'existence de véritables soviets et l'armement du prolétariat se dressent comme un contre-pouvoir potentiel face à Sali Berisha même s'il n'est pas conscient de lui-même. Le régime albanais et l'ensemble des impérialistes coalisés ne peuvent pas le tolérer.

"NOUS NOUS ATTENDONS A UNE RÉPRESSION TRES DURE"

Le 2 mars, le parlement décrète l'état d'urgence: la police secrète à tous les pouvoirs, le droit de réunion est sévèrement limité, le couvre-feu instauré. Le 3 mars, Berisha se fait réélire président. Provisoirement, il n'y a plus de gouvernement, Berisha assume seul tout le pouvoir. Il annonce qu'il va "*mater la rébellion terroriste rouge*". Malgré les inquiétudes exprimées par les impérialistes, en particulier l'impérialisme américain, tous soutiennent Berisha. Un diplomate européen avoue au Monde daté du 5 mars :

> "*Nous nous attendons à une répression très dure. La situation est inacceptable pour le pouvoir, après les véritables actes de sauvagerie commis par les émeutiers. Ils ont brûlé vifs des hommes de la police secrète. Et un tiers du territoire échappe au contrôle du gouvernement. M. Berisha (...) va être réduit à ordonner la plus grande fermeté*".

Cette sympathie pour Berisha, "réduit" à la répression, c'est celle de l'ensemble des puissances impérialistes saisies d'angoisse. Le ministre grec des affaires européennes confie au Monde du 7 mars : "*Nous, grecs, souhaitons que cette crise soit contenue dans les frontières de l'Albanie et qu'elle ne fasse pas tâche d'huile: dans l'ex-République Yougoslave de Macédoine, en Bulgarie ou au Kosovo*". Au Kosovo, 90% de la population est albanaise, en Macédoine, 25%. Mais la référence à la Bulgarie est claire: ce n'est pas la seule question nationale qui risque d'embraser l'ensemble des Balkans. C'est le rejet explosif des politiques restaurationnistes conduites partout avec la même brutalité, la Bulgarie étant le pays le plus touché... après l'Albanie.

Voilà pourquoi l'ensemble des impérialistes soutiennent Berisha, tout en cherchant une issue politique. Les USA condamnent la réélection de Berisha, qu'ils jugent prématurée. L'ensemble des impérialistes lui demande d'envisager la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces manoeuvres affolées visent à compléter l'entreprise de répression.

Les chars font route sur Vlora. Mais l'armée semble s'évaporer au contact des villes insurgées. C'est que, en face d'elle, ce ne sont pas des bandits armés, mais les masses en armes. L'armée albanaise n'est pas une armée de métier: les soldats sont irrésistiblement poussés à la fraternisation et à la désertion. Bandant ses forces dans une dernière manoeuvre, Berisha organise le renforcement militaire de la dernière ville du sud qu'il contrôle encore, Gjirokastër, le 8 mars. Le résultat est immédiat: la révolution prolétarienne. "*Gjirokastër rejoint l'insurrection sudiste, c'est la joie, le délire. (...) il n'y a plus de police, plus d'État, plus de règles. La ville s'enthousiasme, s'épanouit*" (Le Monde du 11 mars).

L'organisation de la révolution est la même qu'ailleurs, un comité de salut public se constitue, à l'image des autres: "*un ancien général de l'armée albanais prend la parole, entouré d'hommes influents de la ville.*" (Ils sont une trentaine).

LA RÉVOLUTION S'ÉTEND, BERISHA ET LES IMPÉRIALISTES MANOEUVRENT

Aussitôt après la perte de Gjirokastër, l'ensemble des villes du sud passent en quelques jours entre les mains des ouvriers et paysans en armes. Partout les mêmes assemblées quotidiennes, partout les mêmes comités de salut public. Ainsi, dans la ville de Bérat se met en place un Comité d'une douzaine de membres, "*avec ses notables chenus et les représentants de tous les partis*" (Libération du 13 mars).

Immédiatement, Berisha fait d'importantes concessions: il annonce une amnistie générale, le départ du directeur de l'information, des élections parlementaires sous 45 jours, sous surveillance internationale (premier appel à l'intervention des impérialistes), l'assouplissement (sic!) de l'état d'urgence, et la formation immédiate d'un gouvernement de "réconciliation nationale", avec un premier ministre membre du parti socialiste, B.Fino, qui est l'ancien maire de Gjirokastër.

Pendant ce temps, l'impérialisme italien cherche à se subordonner les comités de salut public. Il organise une rencontre sur un porte-hélicoptères avec 8 membres du comité de Vlora. Ceux-ci s'engagent à "*favoriser la remise des armes*". Mais ils sont désavoués: "*A peine quelques heures plus tard, les éléments les plus déterminés de ce comité de 31 membres annonçaient qu'il était hors de question de rendre les armes! "tant que toutes le revendications n'auront pas été satisfaites.*" (Libération du 12 mars).

Des différenciations politiques apparaissent. Le Monde du 11 mars le souligne :

> "*La première fausse note fut la réaction positive des chefs militaires du Sud aux promesses de M.Berisha, au sein d'une population armée qui n'envisage son avenir qu'avec un départ du pouvoir du président*".

Du coup, ceux-ci doivent revenir en arrière après s'être satisfaits des concessions: le chef militaire de Saranda déclare: "*les partis d'opposition peuvent bien signer ce qui est bon pour eux. Ici, c'est une révolte populaire.*" Devant l'impuissance apparente du pouvoir et de l'opposition, l'appareil d'État s'effondre dans toute l'Albanie. Dès le 12 mars, les villes du nord, les unes après les autres, voient le prolétariat prendre les armes, détruire les bâtiments officiels, prendre les banques d'assaut. Le 14, les faubourgs de Tirana sont en ébullition, les prisons sont ouvertes. Là aussi, le prolétariat s'arme. Dans le même temps, le SHIK organise lui-même quelques pillages pour armer les derniers partisans de Berisha.
Mais il semble bien que nulle part n'émergent des soviets comme ceux existant dans le sud de l'Albanie. L'effondrement de l'appareil d'État est un fait. Mais les masses se heurtent toujours à la question: quel régime, quel gouvernement?

À Lheza, ville du nord, un habitant déclare: "*La différence est que les sudistes ont un objectif politique, qu'ils combattent Sali Berisha, alors qu'ici, c'est tout simplement l'anarchie*". (Le Monde du 15 mars).

"GOUVERNEMENT DE TECHNICIENS" OU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ?

Ce qui pèse sur le prolétariat albanais alors même qu'il a engagé la révolution prolétarienne, c'est l'absence de perspective politique. Le capitalisme a été restauré en Albanie comme en URSS. Des décennies de dictature bureaucratique pèsent lour-

dement sur le prolétariat albanais comme sur l'ensemble du prolétariat mondial. Il semble qu'il n'y ait aucune issue hors du capitalisme.

Ce sont pourtant les ravages de la restauration capitaliste qui ont fini par déclencher la révolution prolétarienne en Albanie. Mais, à Durrës, le principal port sur l'Adriatique, un patron soulignait: "*Ils prennent tout ce qui appartient à l'État mais respectent encore la propriété privée*" (Le Monde du 18 mars).

Seul le combat sur la ligne de l'expropriation du capital, afin d'organiser la production en fonction des besoins immédiats des masses albanaises, pouvait ouvrir la voie, poser la question d'un gouvernement ouvrier et paysan combattant pour une fédération socialiste des Balkans. Sur cette orientation, le mot d'ordre d'Assemblée nationale de la révolution albanaise était un levier puissant. La prise du pouvoir par une telle assemblée, émanant des soviets de chaque commune, aurait constitué un pas en avant déterminant pour la révolution albanaise, ébranlant profondément les Balkans.

Il y a là une contradiction extraordinaire. D'une part, la révolution prolétarienne, de l'autre le désarroi politique total du prolétariat. De là le caractère extrêmement chaotique qu'a pris la révolution albanaise. Seul un parti ouvrier révolutionnaire aurait pu oeuvrer à la résolution de cette contradiction. Trotsky écrivait dans son texte "leçons de la Commune" (1921). *C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.*" Un tel parti a fait défaut à la révolution albanaise.

La centralisation de la révolution a néanmoins commencé de s'opérer. Dès le 10 mars au soir, un Comité National de Salut Public est constitué à Gjirokastër, réunissant les représentants des comités de chaque ville. Il lance un ultimatum à Berisha. Si celui-ci n'a pas démissionné le 20 mars, les villes du Sud créeront leur propre conseil présidentiel, marcheront sur Tirana. Cela souligne la puissance qu'aurait eu le mot d'ordre d'Assemblée nationale de la révolution albanaise. La question est posée: que ce Comité combatte pour prendre le pouvoir.

Mais dans le même communiqué, le Comité National de Salut Public réclame un "*gouvernement de techniciens*" au lieu de poser sa candidature au pouvoir. La traduction concrète de ce mot d'ordre va se manifester après la nomination du gouvernement d'union nationale. Le Comité National de Salut Public se déclarera prêt à collaborer avec lui, à la condition qu'il rompe avec Berisha (qui l'a pourtant désigné).

LA CRISE DE L'HUMANITÉ, C'EST LA CRISE DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

Comme c'était prévisible, Berisha n'a pas démissionné, et le Comité National de Salut Public capitule après le 20 mars, refusant de combattre pour prendre le pouvoir. Il renonce à créer son propre conseil présidentiel, et à marcher sur Tirana. Certes, il n'est pas tout à fait homogène. Ainsi, le dirigeant de l'insurrection de la ville de Tepelena, continue d'agiter la menace d'une marche vers Tirana. Mais il est isolé. Les membres du parti socialiste du Comité National de Salut Public ont certainement joué un rôle décisif dans cette capitulation.

Berisha reprend les choses en main. A Tirana, le gouvernement remet sur pied une police surpayée, y intégrant des bandits notoires. Berisha peut triompher dans Le Monde du 25 mars: "*l'ordre est en train d'être progressivement rétabli*".

Certes, le même journal souligne que les dirigeants de la révolution "*devraient cependant avoir des difficultés à expliquer leur revirement à ceux de leurs partisans qui ont pris les armes animés d'une haine féroce envers Sali Berisha et le parti démocratique. Les habitants du Sud de l'Albanie, où a eu lieu un véritable soulèvement populaire, n'envisagent pas de collaborer avec un gouvernement qui travaille avec M.Berisha* ". Mais pour qu'une autre direction puisse émerger, il lui faudrait offrir une toute autre perspective que celle du capitalisme qui cimente tous les dirigeants actuels de la révolution. En l'absence d'internationale et de partis ouvriers révolutionnaires, seul l'engagement d'un mouvement pratique vers l'expropriation du capital par le prolétariat albanais aurait pu fournir la possibilité que se dégagent les éléments d'une telle direction. Les ouvriers et paysans d'Albanie n'ont pas été en mesure de s'engager dans cette voie, contrairement à ce qui s'était passé pendant la seconde guerre mondiale.
Sans aucun doute, le prolétariat ne va pas être écrasé à court terme, les braises de la révolution albanaise mettront longtemps à refroidir. Mais il ne faut pas s'illusionner.

Un signe permet de mesurer où en est la situation. A la mi-mars encore, les impérialistes se refusaient à intervenir en Albanie. Le ministre de Charrette déclarait: "*hors de question d'aller rétablir l'ordre dans les villes et les villages d'Albanie*".

Fin mars, conscientes du reflux de la révolution, les puissances impérialistes ont décidé d'intervenir pour aider le régime à restaurer "l'ordre", au nom, comme toujours, de l'ingérence humanitaire. C'est l'impérialisme italien, marchant dans la voie ouverte par le régime de Mussolini, qui dirigera l'intervention, la France fournissant un important contingent.
Dans le même temps, les puissances impérialistes préparent déjà l'après Berisha, qui est touché à mort, en propulsant les dirigeants du parti socialiste tel F.Nano, tout juste sorti de prison. Ce parti sera certainement plus sûrs pour faire des comités de salut public les instruments les plus efficaces de la restauration de l'ordre bourgeois en Albanie.

Bien entendu, les révolutionnaires ne peuvent que se prononcer contre toute intervention impérialiste en Albanie, en particulier contre le gouvernement Chirac-Juppé qui compte défendre le "rang" de l'impérialisme français en Albanie.
À l'argument de la famine qui menace l'Albanie, ils opposeront la mise sur pied d'un secours ouvrier pour l'Albanie, organisé par les organisations ouvrières (partis et syndicats).

Mais ils contribueront plus encore à l'avenir des prolétaires albanais en dégageant toutes les leçons de la révolution prolétarienne en Albanie, dont la première est, plus que jamais: "*la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire*"

5 avril 1997

DÉCLARATION DU COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

VIVE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ALBANAISE

Les masses, le prolétariat albanais se sont emparés des armes. Ils ont formé de véritables soviets. Ils veulent chasser le Président Sali Berisha qui s'appuie sur la population du Nord. l'insurrection et l'armement du prolétariat ont gagné Tirana.

Le peuple et le prolétariat albanais ont été les victimes d'une scandaleuse escroquerie. Une partie avait placé ses maigres avoirs dans des "pyramides financières". Délibérément, le pouvoir a fait tomber catastrophiquement le prix de ces fonds. Du même coup, ce fut la ruine pour ceux qui avaient acheté de ces fonds .En réplique, ils ont déclenché de puissantes manifestations.

Le gouvernement a envoyé l'armée pour rétablir "l'ordre" .C'est alors que le peuple et le prolétariat albanais se sont emparés des armes. Rapidement, l'armée a cessé son offensive et s'est désagrégée passant en grande partie à l'insurrection. La question qui est posée est celle du pouvoir. Mais aujourd'hui les impérialistes se déclarent prêts à réorganiser eux-mêmes les forces répressives de Sali Berisha.

PRENEZ LE POUVOIR Les travailleurs ont pris les armes et se sont organisés en Soviets. Mais les dirigeants de ceux-ci n'ont pas centralisé le mouvement en appelant à la constitution d'une Assemblée nationale de la révolution albanaise ; s'ils exigent le départ du président Sali Berisha, ils ne répondent pas à la question : "Quel pouvoir, quel gouvernement ?"

On constate que les puissances impérialistes manoeuvrent follement pour sauver Sali Berisha et si elles n'y parviennent pas, à faire en sorte qu'un autre de même nature lui succède. Par contre, l'impérialisme américain reste tapi. Il attend son heure, celle ou le tour de passe-passe de substitution au président Sali Berisha d'un président de même nature : alors, il pèserait de tout son poids pour une solution lui convenant.

À la question du pouvoir, les révolutionnaires d'Albanie ne peuvent répondre que positivement :

TOUT LE POUVOIR À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉVOLUTION ALBANAISE

La constitution de Soviets est indispensable. Elle ne suffit pas pour répondre aux problèmes de la Révolution prolétarienne. Seul un Parti Ouvrier Révolutionnaire peut le faire. Celui-ci n'existe pas en Albanie. Là est la faiblesse de la Révolution albanaise.

Le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, pour la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire combat pour que ces objectifs soient atteints. 16 mars 1997

* * *

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

L'impérialisme français envoie ses troupes en Albanie pour soumettre la vie politique, économique de ce pays à ses intérêts et y établir un bastion militaire.

À bas l'opération militaire française en Albanie !

Mais sa condamnation ne doit pas être une affaire individuelle. Tout le mouvement ouvrier doit la condamner et la combattre.
La responsabilité des directions du PS, du PCF, de la CGT, de FO, de la FSU, de la FEN est totale.
Dirigeants de ces organisations,

- condamnez l'intervention des troupes françaises en Albanie
- exigez le retrait immédiat des troupes françaises d'Albanie
- appelez au boycott total (transport, ravitaillement etc...) de ces troupes et organisez ce boycott !

10 avril 1997

L'IMPÉRIALISME POURSUIT SON OFFENSIVE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

En septembre 1996, une provocation délibérée était organisée par le gouvernement de Benyamin Netanyahou : l'ouverture aux touristes d'un circuit sous l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Des manifestations éclataient aussitôt. Le 25 septembre puis les jours suivants, l'armée israélienne réprimait férocement ces manifestations : plus de 85 morts, des blessés par centaines. Depuis, deux faits majeurs ont eu lieu : le redéploiement des troupes d'Israël à Hébron et l'accélération de la colonisation. À eux seuls, ces deux événements résument toute la situation qui est, aujourd'hui, celle du peuple palestinien.

DÉVELOPPEMENT DE LA COLONISATION, COLLABORATION DE L'OLP

Dès son élection comme premier ministre, le 29 mai 1996, Netanyahou président du Likoud a conduit une offensive ouverte contre le peuple palestinien : il a accéléré la colonisation en Cisjordanie et maintenu le blocus sur celle-ci et Gaza, aggravant la misère des palestiniens. Les molles protestations de Yasser Arafat qui, durant l'été 1996 et jusque fin septembre a avalé toutes les couleuvres, ont conduit Netanyahou à pousser encore son offensive (cf. CPS n°65). Son objectif étant d'aller beaucoup plus loin que ne le prévoyait l'accord de Washington signé en 1993, Netanyahou a multiplié les provocations jusqu'à ce qu'explose, le 25 septembre, la colère de la population palestinienne, de la jeunesse en particulier. La répression qui s'en suivit se traduisit, de facto, par la suspension du processus initié à Washington en 1993.

Aussitôt, le 29 septembre, Clinton convoquait Netanyahou et Arafat ainsi que le roi Hussein de Jordanie, les autres impérialismes étant tenus à l'écart de ces négociations malgré les récriminations françaises. Son objectif immédiat était une suspension des affrontements (au moins jusqu'aux élections américaines) en attendant de trouver un éventuel compromis entre son protégé - Israël - et les États arabes de la région, vassaux de l'impérialisme américain. Aucun accord précis ne résulta de ce "sommet" mais la situation fut provisoirement "gelée".

Le 4 novembre, Bill Clinton était réélu ; Netanyahou pouvait alors reprendre l'offensive, aidé en cela par la répression sauvage des manifestations de septembre et par la politique de Yasser Arafat, lequel ne cessait pas pour autant de vouloir "négocier". Le 18 novembre, le gouvernement israélien annonçait la construction de 1200 nouveaux logements qui seraient réservés aux israéliens juifs dans la colonie d'Emmanuel, en Cisjordanie (précisons ici, que si cette colonisation se développe dans les territoires les plus récemment conquis, c'est l'ensemble de l'État d'Israël qui constitue un État colonial fondé sur l'expropriation, par la terreur, de millions de palestiniens).

Face à cette décision, le représentant de l'Autorité palestinienne émet quelques protestations ...puis, le 19 novembre, une nouvelle séance de négociation a donc lieu pour discuter du "retrait" de l'armée israélienne de la ville d' Hébron, ou plutôt de son "redéploiement" comme l'exige le gouvernement d'Israël, qui fait traîner en longueur la négociation. Netanyahou entend conserver un contrôle militaire direct de 20% de la ville pour "protéger" les 450 juifs installés au coeur d'une ville de 130 000 habitants. Netanyahou précise qu'il s'agit "d'assurer non seulement la sécurité et la survie de cette communauté mais son avenir et son développement". Il exige également que la police de Yasser Arafat chargée d'administrer le reste de la ville se comporte en parfait supplétif de Tsahal, l'armée d'Israël : *"Si nous parvenons à établir une très bonne coopération avec la police palestinienne, il n'y aura pas de problème insurmontable"* explique un officier israélien.

Le 20 novembre, à Paris, au cours d'une réunion de "pays et institutions donateurs d'aide aux Palestiniens", il est décidé une aide de 845 millions de dollars pour 1997. Cette manne permet à l'impérialisme de "tenir" Yasser Arafat, d'obtenir sa pleine coopération et permet à Arafat de financer ses réseaux de clientèle dans les quelques territoires où s'exerce son "autorité".

En trois jours, on a ainsi un concentré de la situation politique en Palestine : nouvelle offensive du gouvernement Netanyahou, soumission de l'OLP à la politique impérialiste et au gouvernement israélien, contrôle financier exercé par l'impérialisme sur Arafat.

UN GOUVERNEMENT DE COMBAT

La politique suivie par Netanyahou est ainsi conforme au programme pour lequel il a été élu : celle du combat contre les masses palestiniennes. Encore faut-il préciser : cela n'est pas nouveau. Faut-il rappeler les massacres de Palestiniens perpétrés par le gouvernement Rabin puis le gouvernement Pérès, premiers ministres "travaillistes" ? La poursuite par ces gouvernements de la colonisation ?

Qu'il y ait des différences entre la politique suivie par le Likoud et celle de ses prédécesseurs "travaillistes" est une réalité, mais elle ne porte pas sur le "droits" du peuple palestinien. Ce sont des partis organiquement liés à l'État colonial israélien, défenseurs de cet État colonial. Ils sont fondamentalement d'accord pour interdire tout droit du peuple palestinien à récupérer sa propre terre. Ils sont d'accord pour écraser le peuple palestinien dès que celui-ci tente de résister. La différence porte sur le meilleur moyen d'assurer la pérennité de l'État d'Israël et la prise en compte - plus ou moins grande - des intérêts du protecteur américain.

UN ÉTAT OPPRESSEUR, SPOLIATEUR ET ARTIFICIEL

Nul ne peut oublier que l'État d'Israël a été construit par le fer et par le sang, avec l'appui de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, en écrasant le peuple palestinien. Dès 1948, 700 000 palestiniens durent s'enfuir, leurs terres furent confisquées. Par la guerre et la terreur, en bonds successifs, l'État d'Israël s'est depuis étendu, contraignant des millions de palestiniens à s'exiler ou à vivre, misérables et opprimés, sous la botte d'une armée d'occupation. Il n'y a pas *"deux peuples pour une même terre"* comme l'explique mensongèrement *L'Humanité* et tant d'autres avec lui, mais un peuple opprimé, écrasé, disloqué et un État colonisateur. Cet État ne peut exister sans le soutien financier, politique et militaire de l'impérialisme américain. Cet État est indispensable à l'impérialisme américain pour exercer son contrôle politique et militaire sur le Proche et Moyen Orient, leurs formidables réserves pétrolières.

Pour les masses palestiniennes, il n'est possible d'en finir avec l'exil et l'oppression, de récupérer leurs terres, qu'en combattant et détruisant l'État colonial. Aussi les masses palestiniennes n'ont elles jamais cessé de combattre pour leurs droits nationaux, pour reconquérir leur pays.

Ainsi, le 19 décembre 1987, la jeunesse de Gaza et de Cisjordanie a-t-elle engagé la terrible bataille de l'Intifada. Des milliers de palestiniens sont tombés, tués par l'armée israélienne, d'autres blessés, emprisonnés, torturés. Officiellement, en six ans, plus de 120 000 palestiniens sont passés par les prisons d'Israël, où la torture est "légalement" autorisée.

L'ACCORD DE WASHINGTON, ACCORD DE TRAHISON

En 1991, l'Irak a été écrasé par l'armée américaine (avec l'appui des autres impérialismes). Aussi réactionnaire que fût la politique de Saddam Hussein, cette victoire impérialiste a représenté une défaite pour les masses arabes, palestiniennes en particulier. L'Intifada a alors reflué. Mettant à profit cette situation, le gouvernement israélien d'Itzhak Rabin a engagé des négociations avec l'O.L.P. et Arafat, débouchant sur les "accords d'Oslo". En réalité, il s'agit de l'accord de Washington, signé dans la capitale américaine le 13 septembre 1993, sous le contrôle exclusif du gouvernement des U.S.A. (parler "d'Oslo" permet d'oublier cette réalité-ci) : l'O.L.P., Organisation de Libération de la Palestine, renonçait à tout combat pour libérer la Palestine ; l'OLP obtenait la gestion administrative de Gaza et de quelques autres enclaves. La police de Yasser Arafat devenait supplétive de l'armée israélienne, chargée de contrôler les masses enfermées dans ces enclaves. Les exilés étaient abandonnés à leur sort. On laissait croire qu'ultérieurement un "État" palestinien serait mis en place : État inviable, constitué de fragments où sont parqués les Palestiniens. En attendant, la police d'Arafat agissait comme le gourdin d'Israël au sein des enclaves, multipliant arrestations arbitraires et liquidation des opposants. l'OLP apparaissait clairement pour ce qu'elle avait toujours été : une organisation nationaliste petite bourgeoise profondément réactionnaire. Mais parce qu'elle avait capté, des décennies durant, l'aspiration des palestiniens à la libération de leur pays, l'accord de Washington constituait une trahison et leur mise en oeuvre un nouveau coup contre les masses palestiniennes.

PAX AMÉRICANA

Pour les USA, cet accord visait à stabiliser les rapports politiques dans la région : faire avaliser aux États arabes de la région, inféodés aux USA, la liquidation définitive de la Palestine au profit d'Israël. Cela impliquait de la part d'Israël quelques menues concessions : une pseudo-autonomie pour quelques fragments territoriaux, un règlement de la question du Golan avec la Syrie. Le gouvernement "travailliste" d'Itzhak Rabin était chargé de mettre en oeuvre cette pax americana. Mais pour une masse croissante de colons israéliens, toute concession aussi minime soit-elle est inacceptable .Ils ont conscience que jamais les peuples palestiniens et arabes n'accepteront le fait colonial israélien ; Aussi les colons, avec le Likoud et les partis religieux entendent-ils aller le plus loin dans la réalisation du Grand Israël, chasser et pourchasser les palestiniens de toute la région, dût l'accord de Washington en pâtir.

De 1993 à 1996, les accords de Washington ont permis de cadenasser le peuple palestinien, de le désarmer politiquement ; les palestiniens appellent Gaza la "cage". Les territoires prétendument autonomes sont autant de cages où sont enfermés les palestiniens. La mise en oeuvre de ces accords a facilité la nouvelle offensive israélienne.

Le 4 novembre 1995, un jeune israélien répondant aux "instructions de Dieu" tue le premier ministre "travailliste" Itzhak Rabin. Shimon Pérès lui succède. Aux élections de mai 1996, Shimon Pérès était le candidat soutenu par Clinton. Mais la majorité des électeurs israéliens a voté pour le Likoud et son programme offensif. De fait, Israël a une certaine autonomie par rapport à son parrain américain, mais cette autonomie est limitée, ne peut véritablement s'exprimer que pour autant qu'elle n'entre pas en contradiction avec les intérêts fondamentaux de l'impérialisme américain.

PRESSIONS AMÉRICAINES

Ce n'est pas tant la poursuite de la colonisation qui gêne le gouvernement américain que l'affichage provoquant de cette politique. Ainsi, le 26 novembre, dans la colonie d'Ariel, Netanyahou déclare brutalement à l'adresse de ses détracteurs : *"vous n'avez pas compris qu'il y a eu des élections en Israël ? Pourquoi ne devrions nous pas développer ces communautés ? Nous sommes ici pour toujours !"*.

Nicolas Burns, porte-parole du département d'État américain, exprime alors l'agacement que provoquent de tels propos : *"Aller à Ariel et appeler à l'expansion des colonies n'est assurément ni utile ni constructif"*. La déclaration est sèche, mais mesurée ; ce sont les gesticulations qui sont visées, non le renforcement de la colonisation. Les États Unis qui financent l'État d'Israël savent que les crédits pour la colonisation de Cisjordanie (ouverture de routes, expropriations, aides financières aux colons...) sont en hausse de 50% par rapport à 1996.

Le 10 décembre, le gouvernement israélien annonce l'édification d'une nouvelle cité résidentielle au coeur du secteur arabe de Jérusalem-Est, à Ras el Amond. Selon Le Monde du 12 décembre :

"les 160 000 Palestiniens de Jérusalem-Est sont désormais cernés de cités-dortoirs réservées aux citoyens juifs et minoritaires dans leur ancien secteur.(...)Déjà plusieurs milliers de familles, trop à l'étroit, dans l'incapacité d'obtenir des permis de s'agrandir ou d'améliorer leur habitat, ou tout simplement trop pauvres, sont contraintes de s'exiler hors des limites municipales de la cité."

Autre mesure : le gouvernement d'Israël décide le *"vendredi 13 décembre, d'accorder le statut de "zone prioritaire de développement" aux colonies de peuplement en Cisjordanie occupée. Ce statut, qui avait été supprimé par les travaillistes lors de leur arrivée au pouvoir en 1992, prévoit des avantages fiscaux aux particuliers et aux entreprises."*

Les États-Unis se doivent alors de hausser le ton. Par la voix de huit anciens hauts dignitaires américains (dont James Baker et Cyrus Vance) il est affirmé :

"nous sommes préoccupés par les actes unilatéraux comme l'expansion des colonies" ..Ces actes unilatéraux, précisent-ils *"seraient fortement contre-productifs pour la recherche d'une solution négociée. S'ils étaient mis en oeuvre, ils pourraient donner un coup d'arrêt aux progrès enregistrés ces deux dernières décennies par le processus de paix. Un résultat aussi tragique menacerait la sécurité d'Israël, les Palestiniens, tous les pays arabes amis, et nuirait aux intérêts américains au Proche-Orient".*

Néanmoins Warren Christopher, secrétaire d'État en titre, se dépêche de corriger en ce qui concerne les négociations :

"les israéliens ont fait quelques pas, et il est temps que les Palestiniens fassent de même".

Les États Unis ont d'autres moyens de se faire "entendre". Ainsi l'État hébreu ne peut guère se passer de l'aide de 3 milliards de dollars (dont 1,8 milliard d'aide militaire) que lui verse chaque année l'administration américaine, ni des garanties d'emprunt accordées par Washington.

Enfin, le pressions américaines sont relayées au sein de l'État d'Israël par le parti "travailliste" israélien (en réalité : l'un des deux partis du colonialisme israélien). Autre relais, la Histadrout, syndicat israélien dont l'existence est également indissociable de celle du colonialisme israélien. Le 29 décembre, Amir Peretz, président de cette organisation, lance un appel à la grève contre la politique économique du gouvernement Netanyahou ; Amir Peretz est en même temps député du parti dit "travailliste".

Le gouvernement Netanyahou ne peut ignorer plus longtemps ces pressions. Le 24 décembre, en présence du coordinateur américain Dennis Ross, Netanyahou accepte de reprendre la discussion, avec Arafat, au sujet d'Hébron.

UN ACCORD À HÉBRON

Finalement, le 15 janvier, un accord est trouvé entre le gouvernement israélien et Yasser Arafat : si les membres les plus radicaux du gouvernement Netanyahou affirment leur rejet de cet accord, les députés "travaillistes" votent pour. Le gouvernement américain est satisfait. pour le gouvernement israélien, les concessions sont extrêmement modestes : 80% de la ville sera contrôlée par la police d'Arafat pour le compte de l'État d'Israël tandis que le reste de la ville demeure sous le contrôle direct de l'armée israélienne (ce qui est un nouveau recul de Arafat). Autre recul d'Arafat : cet accord ponctuel ne préjuge en rien des développements ultérieurs, c'est ainsi une nouvelle zone de rétention contrôlée par la police d'Arafat qui se met en place. Une telle situation ne peut être que profondément instable, transitoire. De nouveaux affrontements auront nécessairement lieu. Le gouvernement américain doit donc pousser la "pression".

UN SCANDALE OPPORTUN

Le 22 janvier, éclate opportunément un scandale qui, mettant en cause le chef du gouvernement, le fragilise et le rend plus sensible aux pressions de son "parrain". Selon une journaliste de la chaîne publique de télévision, Benyamin Netanyahou aurait nommé à un poste stratégique un obscur avocat proche du chef d'un parti religieux en échange d'un soutien politique. Le chef de ce parti escomptait lui-même, grâce à cette nomination, échapper à certaines poursuites judiciaires. Au total, rien que de très banal. Mais l'affaire est largement amplifiée.

Netanyahou doit donc, une nouvelle fois, faire preuve de souplesse... : il décide, le 7 mars, de procéder à un léger retrait de l'armée en Cisjordanie : pour l'essentiel, des zones qui étaient déjà partiellement gérées par "l'Autorité palestinienne". La zone "autonome", dite zone A, passe à 10% tandis que 2% entrent en zone mixte. Le porte-parole américain félicite aussitôt Netanyahou mais les responsables de l'OLP, s'indignant de mesures qualifiées de "cosmétiques" refusent d'organiser la passation des pouvoirs. Le "retrait" est donc aussitôt renvoyé à plus tard...

Pendant ce temps, la colonisation se poursuit au quotidien : expulsion de familles, confiscation de terres domaniales, etc... "fragilisé", Netanyahou ? C'est ce que titre Libération. Mais la force de Netanyahou, c'est que les États-Unis ne peuvent rien faire qui compromette la sécurité d'Israël qui leur est indispensable ; mais sa force, c'est que tout renforcement d'Israël est un renforcement pour le compte de l'impérialisme américain ; sa force, c'est que toute la situation politique internationale lui est éminemment favorable : la dislocation de l'URSS, la réintroduction du capitalisme en Russie, dans l'ex-URSS, combinées avec l'écrasement de l'Irak par l'armée américaine, pèsent tout particulièrement sur le prolétariat, la jeunesse palestinienne. Le 26 février, il reprend brutalement l'initiative.

OFFENSIVE À HAR-HOMA

Ce jour là, est annoncée la construction d'un nouveau quartier juif, sur le site de Har-Homa, dans la partie palestinienne de Jérusalem : 6500 logements. Cette décision est ouvertement soutenue par Ehud Barak qui passe pour être le successeur de Shimon Pérès à la tête du parti "travailliste". Les bulldozers entrent en action le 17 mars. D'abord limités, les affrontements avec les manifestants palestiniens vont se multiplier, à Hébron en particulier, à partir du 20 mars : plus d'une centaine de

blessés en trois jours. Mais ce n'est pas une vague de fond. La police de Arafat protège la police israélienne. Le Monde du 1er avril explique *"dans les enclaves autonomies, où ses hommes ont parfois utilisé la matraque pour empêcher les jeunes d'approcher les forces israéliennes, c'est la police palestinienne qui a prévenu l'escalade. Itzhak Mordechaï, le ministre de la défense(...) s'est félicité de cette "coopération minimale" retrouvée"*

Mais, ces affrontements perdurent, expression de la rage et du désespoir des masses palestiniennes : quatre palestiniens sont tués le 1er avril, plus de 300 sont blessés en huit jours.

VETO AMÉRICAIN

Dans cette situation, les gouvernements des États arabes sont contraints de réagir ; la Ligue arabe envisage le gel des relations économiques et diplomatiques avec Israël. Ces réactions sont relayées par les gouvernements européens. Mais, au Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats Unis ont, vendredi 7 mars, opposé leur veto à une résolution présentée par leurs alliés européens pour inviter Israël à renoncer à la construction de logements dans la partie orientale de Jérusalem.

Pour justifier son veto, le représentant américain expliquera que le Conseil n'était pas *"un forum adéquat pour discuter de questions en cours de négociation"*. Une fois encore, les États-Unis affirment qu'il s'agit là d'une chasse gardée. Le même refus américain rendra vaine, le 13 mars, une résolution de l'assemblée générale de l'ONU. S'appuyant sur ce veto, Netanyahou avance de nouvelles exigences.

L'INTRANSIGEANCE DE NETANYAHOU

Désormais, il exige au préalable que la police d'Arafat et "l'Autorité palestinienne" soient des rouages de l'appareil d'État colonial : *"nous voulons voir l'autorité palestinienne combattre le terrorisme, emprisonne ses leaders et ses agents, nous voulons qu'elle donne des instructions à ses forces pour qu'elles coopèrent avec les nôtres"*. Cette exigence est reprise aussitôt par Madeleine Albright, secrétaire d'État, qui invite Arafat *"à imposer un feu rouge explicite"* aux terroristes.

Bill Clinton convoque une fois encore, le 6 avril, Netanyahou aux États-Unis. Netanyahou se montre intransigeant, refusant de ralentir le rythme des implantations, recherchant visiblement l'affrontement avec les masses palestiniennes désemparées par la politique de Yasser Arafat. De toute évidence, pour Netanyahou, l'accord de Washington a fait son temps : il a joué un rôle utile pour soumettre totalement Yasser Arafat et l'OLP, et porter un coup politique aux masse palestiniennes.

Mais la place acquise par les États-Unis, seule puissance mondiale qui met à profit la dislocation de l'URSS pour entreprendre de reconquérir son hégémonie, mais la défaite que représente pour la classe ouvrière mondiale la réintroduction du capitalisme en Russie, offrent de nouvelles possibilités à l'État d'Israël. La politique offensive de Netanyahou peut certes provoquer la déstabilisation de tout le Proche-Orient mais les États-Unis entendent conserver leur mainmise sur la région et ses ressources, et ils en ont les moyens. Ni les gouvernements arabes vassaux, ni les autres impérialismes ne peuvent réellement menacer les intérêts américains dans cette région.

Quant à Arafat, pas un instant les chefs de sa police n'ont cessé de collaborer avec les autorités israéliennes. Représentation politique de la faible bourgeoisie palestinienne, l'OLP ne veut pas rompre avec l'impérialisme. L'OLP pas plus que le Hamas ou autres organisations du même type ne peuvent ouvrir d'issue politique aux classes exploitées, à la jeunesse palestiniennes. Pour les masses palestiniennes, le prolétariat et la jeunesse, il est vital de s'organiser indépendamment de la bourgeoisie palestinienne, des bourgeoisies arabes et de leurs gouvernements, des impérialismes.

LE PROLÉTARIAT PALESTINIEN A À CONSTRUIRE SON PARTI, SES SYNDICATS

Tous les gouvernements des États impérialistes, tous les régimes qui leur sont inféodés, soutiennent Israël ;de même tous les partis social-démocrates et les partis ex-staliniens qui défendent l'accord de Washington au nom de "la paix". Or la paix exige la destruction de l'État d'Israël en tant qu'État colonial, gendarme de l'impérialisme au Proche-Orient (de même, celle des États artificiels du Liban et de Jordanie).
Mais un tel parti a besoin d'un programme. Il ne peut se construire que sur une orientation de rupture avec la bourgeoisie palestinienne tout autant que de combat pour en finir avec l'État colonial. À cette condition le prolétariat peut offrir une issue aux masses palestiniennes, à toutes les couches exploitées. Un tel parti devra en particulier combattre pour une Constituante palestinienne, le peuple palestinien ayant récupéré son pays, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais pour préciser à chaque moment et impulser un tel programme, pour permettre à un tel parti ouvrier de jouer pleinement son rôle, de regrouper l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne. Le combat pour un parti ouvrier n'émancipe pas du combat pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire.

En dernière analyse, pour les masses palestiniennes, il n'y a d'autre issue que dans la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire palestinien qui lie la lutte contre l'État d'Israël à la lutte du prolétariat contre le capitalisme, pour le gouvernement et le pouvoir ouvrier.

En particulier, le mot d'ordre de Constituante palestinienne ne prend tout son sens que s'il est situé sur la ligne de la constitution d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan de toute la Palestine, seul gouvernement capable de résoudre la question nationale parce que résolvant la question sociale. Un tel combat s'inscrit nécessairement dans la perspective des Etats-Unis Socialistes du Proche et du Moyen Orient.

Dans l'immédiat, il appartient au prolétariat et à la jeunesse de chaque pays, en France en tout premier lieu, de combattre pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales, CGT et FO, FSU, ex-FEN et UNEF(s), aux partis ouvriers bourgeois tels que le PS et le PC qu'ils cessent leur soutien éhonté aux "accords d'Oslo" (c'est à dire à l'accord de Washington), à l'impérialisme, à l'État d'Israël qui pratique le terrorisme permanent contre les masses palestiniennes, les travailleurs et la jeunesse palestiniennes.

CONTRE LE NOUVEAU PARTENARIAT SOCIAL

2ÈME PARTIE : CRISE DU TRAVAIL OU CRISE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE ?

La revue Actuel Marx a organisé un colloque sur le thème la crise du travail (les 28 et 29 janvier 1994). Nombre d'intervenants sont des intellectuels, universitaires pour la plupart qui se réclament du marxisme et dont les publications servent de référence aux partis ouvriers bourgeois (le PS et surtout le PCF) ainsi qu'aux appareils syndicaux et tout particulièrement à l'appareil de la CGT.
L'intitulé du thème de ce colloque est en lui même une mystification : il accrédite l'idée développée par le patronat selon laquelle la crise actuelle de la société ne serait pas la crise du mode de production capitaliste, mais la "crise du travail". Pour le patronat, la "crise du travail" réside dans le fait que les acquis du prolétariat limitent l'exploitation du travail salarié : contrats et statuts collectifs limitent la concurrence entre les salariés et sont un frein à la baisse de la valeur de la force de travail. Réaliser de nouveaux gains de productivité en renouvelant en profondeur "*les modes traditionnels de gestion des ressources humaines*", tels sont les objectifs. La clé de voûte de cette réorganisation, c'est la flexibilité: *"flexibilité des tâches, des hommes et des opérations."*
Dans l'article de présentation de ces travaux Actuel Marx cite les "besoins nouveaux relatifs à la main d'œuvre" formulés par l'association patronale "Entreprise et personnel":

"Analysant la "montée des inadaptations dans l'entreprise", elle dresse un portrait type du salarié modèle : "sexe masculin, 30 à 40 ans, en pleine possession de ses moyens physiques et mentaux, motivé par son travail, sobre, apte à changer de tout : de métier, d'horaire, de rythme, de mode d'organisation, de technique, d'encadrement, de collègue de travail, de lieu de travail, de région, d'habitation...La recherche impérative de gains de productivité conduit l'entreprise à accroître progressivement ses exigence envers l'homme au travail [...] L'accent est mis sur la mobilité et non sur la qualification, sur l'adaptabilité et non sur l'expérience... Ce nouvel axe stratégique des directions d'entreprise permet de comprendre la montée des revendications patronales sur la flexibilité, ou plutôt sur les flexibilités."(p.23)

Obtenir la mise à disposition totale des salariés aux besoins immédiats du capital et leur adaptabilité constante à la variation de ses besoins tels sont les objectifs du patronat. C'est la flexibilité sous toutes ses formes : la polyvalence doit s'imposer sur la base de la déstructuration des qualifications et des diplômes doit mettre en cause la limitation journalière et hebdomadaire du temps de travail.

"LA FIN DU TRAVAIL"

Dans son ouvrage La fin du travail J. Rifkin passe en revue le "*destin des nations*" : pour toutes, l'avenir est synonyme de chômage massif :

"dans tous les pays développés, les nouvelles technologies et de nouvelles pratiques de gestion excluent les travailleurs, créent une armée de réserve de tâcheurs occasionnels, élargissent le fossé entre les nantis et les démunis (...) Dans les pays de l'OCDE, 35 millions de personnes étaient sans emploi en1994 et 15 millions d'autres avaient soit renoncé à chercher un emploi soit accepté par force un emploi à temps partiel. En Amérique Latine, le chômage urbain dépasse 8%. En Inde et au Pakistan, plus de 15% de la population active est sans emploi". (p 269)

Il précise qu'au Japon, si on ajoutait au taux officiel du chômage de 2,5% le nombre de chômeurs non répertoriés, on obtiendrait un taux de 7,5%. De plus, le Wall Street Journal prévoit des licenciements massifs dans les grandes sociétés (dont 15 à 20% des employés de bureaux...)

Ce sont des millions et des millions de travailleurs qui dans les toutes prochaines années, dans les pays industrialisés comme dans les pays dominés seront les victimes de ce dégraissage. Et Rifkin poursuit :

« Si l'inquiétude concernant le chômage monte au Japon, c'est une fièvre qui s'empare de l'Europe Occidentale où un travailleur sur neuf est sans emploi(...)si les entreprise européennes du secteur industriel veulent demeurer compétitives et reprendre leurs positions sur le marché, elles devront reconfigurer leurs activités et réduire leurs effectifs de 400 000 personnes d'ici 1999 soit une baisse de l'emploi de 40% dans cette seule branche en moins de six ans. » (page 272).

Cet avenir est aussi celui des autres secteurs :

En Europe le problème du chômage va probablement s'exacerber avec la baisse des emplois dans la fonction publique(...) Comme aux États Unis, les entreprises européennes se tournent de plus en plus vers les intérimaires pour rogner sur leurs coûts salariaux(...) Aux Pays Bas 33% des travailleurs sont embauchés à temps partiel ; en Norvège, ils sont plus de 20%. En Espagne, un travailleur sur trois est à temps partiel ; au Royaume-Uni, ils sont près de 40% . Dans tous les pays en voie de développement, les machines remplacent les travailleurs (...) Prenons l'exemple du Mexique. Depuis la fin des années soixante-dix, des sociétés de taille mondiale américaines ou japonaise ont monté des usines le long d'une zone urbaine frontalière de près de 100 km, au nord de ce pays .Elles ont installé là des ateliers de montage, les "maquiladoras". Les usines les plus récentes sont fortement automatisées et n'exigent qu'un effectif réduit de techniciens qualifiés

La tendance est à la marginalisation de millions de gens".

(C'est 50% de la population active du Mexique qui est peu ou pas employée actuellement).

A ce tableau, il convient d'ajouter les plus de 700 millions *"d'hommes et de femmes"* qui vont s'intégrer dans la population active d'ici 2010 dans le monde, soit *un effectif supérieur à toute la population active des pays industrialisés en 1990.*

LE CHÔMAGE : " UNE CONDITION D'EXISTENCE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE"

Marx explique que lors de certaines périodes (ex : ouverture de nouveaux marchés) la composition organique du capital (C/V) restant la même, le capital variable (V) peut augmenter dans les mêmes proportions que le capital constant (C). Le nombre d'emplois augmentera d'une année sur l'autre. Mais les progrès de l'accumulation se manifestent surtout par des changements qualitatifs.

"C'est à dire que la masse de l'outillage et des matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la somme de la force ouvrière nécessaire pour les mettre en œuvre. A mesure donc que l'accumulation du capital rend le travail plus productif, il en diminue la demande proportionnellement à sa propre grandeur." Le Capital livre 1 tome 3 p 64.

Ce ne sont pas en soi les nouvelles techniques , la "télématique", la "robotique" qui créent le chômage mais le fait que dans le système capitaliste, l'emploi des machines n'a pas pour but d'alléger la peine des hommes mais d'accroître la productivité du travail afin de faire diminuer la valeur de la force de travail (part du travail payé ou travail nécessaire) et ce faisant, d'augmenter la plus value (part du travail non payé ou surtravail). L'accumulation qui fait grossir le capital constant (C) réduit simultanément la grandeur proportionnelle du capital variable (V). L'accumulation capitaliste expulse le travail vivant du mode de production. Et Karl Marx précise :

"Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste produit nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. Elle forme une armée de réserve industrielle qui appartient au capital de manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et indépendamment de l'accroissement naturel de la population , la matière humaine toujours disponible". Le Capital livre 1 tome 3 p 75-76.

Sauf dans les courtes périodes de prospérité, le capital a besoin de cette armée industrielle de réserve "*toujours exploitable et toujours disponible*". Elle est utilisée comme main d'œuvre docile, quasi gratuite, et comme moyen de pression pour imposer une diminution générale de la valeur de la force de travail (accepter des diminutions de salaire pour "préserver l'emploi). Karl Marx poursuit :

"La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, sont plus considérable. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la classe ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse (...) Voilà la loi absolue, générale de l'accumulation capitaliste.

C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte, qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage ,au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même." (idem p 87 et 88).

Le chômage massif est le seul avenir que le mode de production capitaliste offre à l'humanité, afin de tenter de subsister. Toute la campagne de la bourgeoisie sur le thème "lutter contre le chômage", créer des emplois vise à masquer l'objectif central : faire baisser la valeur de la force de travail, soumettre la classe ouvrière et la jeunesse à une exploitation considérablement accrue afin de reporter les échéances d'une crise disloquante. Il faut pour cela détruire l'ensemble des acquis du prolétariat (assurance chômage, sécurité sociale, contrat de travail, convention collective, enseignement public...)

BRISER LES RÈGLEMENTS ET DROITS ACQUIS

Dans un ouvrage déjà intitulé La fin du travail, M. Drancourt, dès 1984 annonçait : *"Nous devons prendre des initiatives politiques.(...) Elles consistent à briser les règlements, droits acquis, habitudes administratives, corporatismes publics, structures d'enseignement mis en place depuis des années et typiques de l'État providence"*

La conclusion du rapport du Commissariat général au plan (travaux dirigés par Jean Boissonat et publiés en octobre 1995) détaille six proposition à débattre, six points indissociables :

1) *l'action économique et politique de la France au plan international et surtout européen.*
2) *l'organisation et le développement des entreprises.*
3) *la construction des compétences :une nécessaire révolution.*
4) *la maîtrise des temps sociaux.*
5) *le contrat d'activité*
6) *un renouveau du droit conventionnel et un nouveau partenariat social*

DÉTRUIRE LES DIPLÔMES, LES QUALIFICATIONS AU PROFIT DES COMPÉTENCES

La réorganisation des entreprises, la rationalisation du travail "à la japonaise" c'est la polyvalence, la "*mobilisation des forces de travail*" "*l'implication des salariés*" (c'est à dire l'augmentation du taux d'exploitation) afin d'accroître la pro-

ductivité du travail. Cela implique de "*redéfinir les missions de l'École* ". Pour cela il faut en finir avec les diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives assurant l'embauche à un certain salaire, et donc détruire l'enseignement public. La commission Boissonnat, parallèlement à la commission Fauroux propose de:

> "*cesser d'identifier formation et scolarisation", pour penser véritablement la construction des compétences tout au long de la vie, "repenser la scolarité obligatoire", " il est souhaitable et possible que les contenus de cet enseignement obligatoire échappent à l'amoncellement ou à l'utilisation des disciplines (surdéterminées par l'obsession du diplôme), pour favoriser la compréhension du réel, et accroître à la fois l'autonomie et la responsabilité".* (p 212)

Les "stages diplômants" (rebaptisés "stages de première expérience professionnelle"), clé de voûte de la réforme de l'Université prennent toute leur dimension : détruire les diplômes et les qualifications au profit des compétences. Ils correspondent aux objectifs fixés par le rapport Boissonnat :

> *On tend à distinguer (*dans le groupe des cadres - NDLR- *) deux profils de compétences, celui de l'expert et de sa haute technicité et celui du manager et de ses compétences à diriger, organiser, animer, communiquer. Ces trois dernières capacités sont de plus en plus des éléments importants de la compétence personnelle dans tout type d'activité, à tout niveau. Face à ces évolutions, la classification française en niveau (du niveau V au niveau I) perd de plus en plus sa significtion. Elle traduit de fait un niveau d'étude et non un niveau de compétences." (étude Bipe-conseil pour le Haut Comité Éducation Économie 1994).*

C'est clair, la formation initiale fondée sur des connaissances scientifiques et débouchant sur des diplômes (baccalauréat, licence...) ne doit plus être à la base de la définition des qualifications reconnues dans les conventions collectives, elle ne doit plus déterminer les différents concours de la Fonction Publique.

Quand à la formation professionnelle initiale débouchant sur de véritables qualifications, elle doit elle-même être mise en cause.

> *"Tout doit être repensé (...) Une façon d'établir une coopération dans la construction des compétences individuelles et collectives, socialement utiles et favorables à l'évolution du système productif est la mise en place d'une véritable alternance interactive entre l'entreprise et un centre de formation, la création d'une imbrication entre travail et formation. Cette alternance pour être significative et réussie ne doit pas être décrétée mais co-décidée. Nous proposons qu'elle soit régie par une relation contractuelle entre le jeune, l'entreprise et le centre de formation (qui peut évidemment être privé ou public, centre professionnel, lycée ou université...) (...)L'objectif est que chaque jeune après sa période de formation scolaire trouve un employeur qui l'embauchera comme "apprenti" ou comme "débutant" (...) A moyen terme, cela passe par l'adaptation d'un contrat de "travail et formation", ou mieux d'un contrat "d'activité".*

En octobre 1996, Michel de Virville (secrétaire général du groupe Renault) a remis un rapport au ministre du travail. Son objectif : la refonte du système de formation professionnelle. En premier lieu, développer la formation professionnelle continue. Selon Le Monde du 20 novembre 1996 :

> *"Jacques Bonnot y trouve le moyen de corriger une tendance française à trop privilégier la formation initiale. Il parle à ce sujet de la "dérive d'une insatiable soif d'étude". De Virville propose la mise en place d'un dispositif national de validation des acquis professionnels sous la forme d'un référentiel national des qualifications (...) reconnue à l'égal des titres et des diplômes de la formation initiale.* Pour être clair, *au C.N.P.F. (...) on préfère l'expression catalogue de compétence, au diplôme, c'est à dire l'adaptabilité aux besoins immédiats du patronat."*

"LA CONSTRUCTION DES COMPÉTENCES: UNE NÉCESSAIRE RÉVOLUTION"

De quel type de "révolution" s'agit-il ? Au nom de "l'intégration de la formation permanente au temps de travail" il s'agit en fait de détruire le droit acquis par les salariés d'obtenir des stages de formation payés par l'employeur. Le rapport Boissonnat propose une remise en cause du livre IX du Code du Travail qui distingue travail effectif et activité professionnelle De Virville en donne la clé: il propose que le fait de "*maintenir son employabilité*" soit une obligation pour le salarié. De l'obligation actuelle faite au patronat de financer la formation professionnelle permanente (amélioration des qualifications du salarié) on passe à l'obligation faite aux salariés de financer eux-même leurs congés individuels de formation (modifier leurs compétences, s'adapter aux besoins du patronat) en utilisant un "compte épargne temps".

La rémunération ne dépendrait pas tant de "*la quantité de travail fournie (qu'on ne sait guère mesurer)* (sic) ni de *la nature du diplôme initial* mais de *l'accroissement des compétences individuelles*". Il s'agit en fait de la destruction des grilles nationales de classification sur lesquelles s'appuient les contrats collectifs (même salaire pour un même niveau de qualification). La politique d'individualisation des salaires va dans le sens des compétences individuelles, de la polyvalence et de la mobilité. La concurrence qu'elle instaure entre les salariés ne peut qu'aboutir à une diminution générale de la valeur de la force de travail.

Afin d'empêcher ou de limiter la résistance de la classe ouvrière à la destruction de ses acquis, le rapport propose d'associer les organisations syndicales à la destruction des contrats collectifs :

> *Les partenaires sociaux seraient conduits à négocier (dans le cadre d'une acceptation nouvelle du temps et du contenu du travail et d'un contrat recomposé) la façon de prendre en compte les compétences individuelles, dans les grilles de rémunération et de carrière"* (p 264).

Ainsi la négociation collective n'aurait plus pour but la défense des intérêts collectifs, des intérêts de classe des travailleurs, d'une catégorie de salariés. Elle aurait pour rôle *de réguler* (sic) *la gestion* des compétences individuelles dans le cadre du nouveau "*contenu du travail*". Les organisations syndicales

seraient étroitement associées à la rationalisation de l'entreprise, ce qui va de pair avec la destruction des acquis et des syndicats ouvriers. Tels est le sens de cette "*nécessaire révolution*", condition de la survie du système capitaliste en crise !

Le 10 décembre 1996, Jacques Barrot a annoncé la mise en place d'un « livret de compétences », forme moderne du « livret ouvrier » instauré par la loi du 22 germinal an XI, livret que tout ouvrier devait déposer entre les mains de son patron, faire viser par la municipalité. Ministre de l'intérieur sous le Consulat, Chaptal en avait fait l'éloge :

« Les mesures relatives au livret ouvrier (...) permettaient à l'administration de suivre une classe nombreuse de citoyens. Elles relevaient d'une bonne police. »(L'industrie française*).*

Mettre à disposition du patronat une main d'œuvre docile et bon marché, tel est l'objectif vers lequel convergent toutes ces études. La bourgeoisie compte sur la participation des appareils syndicaux pour briser la résistance ouvrière.

MAITRISE DES TEMPS SOCIAUX ET COGESTION

La "maîtrise des temps sociaux" signifie que les salariés devraient être en permanence à disposition du capital. Le rapport Boissonnat constate :

"Il est évident que sous l'influence de nombreux facteurs, dont les luttes ouvrières, mais aussi l'évolution même de la production et l'allongement de la durée de la vie, la part relative du temps de travail a considérablement diminué (...) Il représente à peine 14% en moyenne du temps de vie éveillée!" (p 266)

L'exclamation manifeste le caractère intolérable des acquis ouvriers pour le patronat. Il convient de réaffirmer que cette diminution n'est en rien une donnée liée à l'évolution "naturelle" de la société capitaliste: l'allongement de la durée de la vie est intimement corrélée au fait que le prolétariat a conquis la Sécurité sociale, le droit à la retraite et à leur financement par le patronat (salaire différé). Le rapport Boissonnat bien sûr ne propose pas explicitement d'allonger la durée du travail mais de "*mieux articuler le temps de travail et le temps hors travail*" de mieux maîtriser la "*coordination entre temps de travail et les autre temps sociaux du point de vue de l'organisation de la vie sociale et de l'activité économique (p 267)*. Il faut pour cela "*promouvoir une nouvelle organisation sociale du temps*". Les implications sont multiples.

- Au nom de la diminution du temps de travail, on introduit, *la souplesse, l'aménagement et la diversification du temps de travail*, la flexibilité. (Toute "*diminution immédiate*", "*obligatoire, uniforme de la durée légale hebdomadaire du travail doit être exclue*").
- Cette diminution s'accompagne de fait d'une diminution de la valeur de la force de travail: diminution des charges sociales (salaire différé); hausse de la productivité du travail liée à la flexibilité.
- Le "*temps co-décidé*" implique l'atomisation de la classe ouvrière :
  "dès lors que l'on pourra de plus en plus difficilement au fil du temps distinguer le temps de travail du temps de repos par des critères temporels précis, l'idée suggérée est celle d'édicter un droit collectif des travailleurs à co-déterminer contractuellement avec l'employeur dans le cadre du contrat de travail normal (et dans celui du futur contrat d'activité) les conditions dans lesquelles ils disposent du temps préalablement identifié qui leur est personnellement et exclusivement réservé".

Il n'y aurait plus de convention collective, de droit du travail, uniquement des contrats de gré à gré entre le patron et l'ouvrier, ce dernier étant transformé en véritable esclave salarié, à disposition permanente du capital.

Le développement du travail gratis, du quasi bénévolat rebaptisé "emplois" est lié aux "démarches de solidarité locales ou de projets de territoire". *Il est intéressant de connaître la traduction américaine de ce jargon volontairement fumeux. J. Rifkin par ailleurs fervent admirateur des initiatives françaises en matière de travail précaire fait l'apologie du bénévolat, rebaptisé* "tiers secteur". *Le service d'intérêt général est une alternative révolutionnaire aux formes traditionnelles de travail salarié, il n'est ni imposé, ni réductible à une relation fiduciaire. Il s'agit ici d'aider, d'aller vers l'autre.*

Selon les études auxquelles il se réfère, ce "tiers secteur" a grandi deux fois plus vite que les secteurs publics et privés au cours des dernières années.

"Collectivement, les américains fournissent bénévolement plus de 20,5 milliards d'heures. Plus de 15,7 milliards de ces heures sont employées dans le cadre d'un travail régulier pour une organisation à but non lucratif. Elles représentent l'équivalent de la contribution économique de neuf millions de salariés à plein temps, soit en terme monétaire, une valeur de 176 milliards de dollars". (La fin du travail p 319)

Cet essor est le produit direct de la politique anti-ouvrière de Reagan puis de Bush et de Clinton, se concrétisant par le désengagement de l'État du secteur social, le licenciement de milliers de fonctionnaires.

- A terme, c'est l'allongement du temps de travail qui est à l'ordre du jour.

	Durée de la vie active	
Pays	Taux d'activité des 15/24 ans	Taux d'activité des 55/64 ans
France	30,7%	35,9%
Japon	47,6%	66,1%
Espagne	49,1%	36,8%
Allemagne	56,9%	39,0%
États Unis	66,4%	56,8%
Grande Bretagne	71,1%	51,7%

Ce tableau est issu d'un dossier constitué par Dominique Meda sur le Partage du temps de travail, publié par la Documentation française (n° 780-781, Problèmes économiques et sociaux). L'auteur met en parallèle l'apologie du "travail alternatif" faite par J.Rifkin et ce tableau sur la durée de la vie active dans divers pays. Il a le mérite de mettre en évidence la faiblesse ou la mise en cause des acquis collectifs du prolétariat (retraites et système scolaire au Japon, aux États-Unis, en Grande-Bretagne) et l'importance de la durée de la vie active.

LE CONTRAT D'ACTIVITÉ

Le rapport Boissonnat présente ainsi ce type de contrat :

"Il « a pour objectif de donner aux entreprises une souplesse et une réactivité qui visent une meilleure compétitivité, en s'appuyant sur une organisation coopérative et, selon l'expression de J.L.Dayan, sur une "flexibilité mutualisée". Il s'agit de concilier souplesse productive, évolution du travail et continuité des parcours personnels, d'ouvrir de nouveaux espaces et de nouvelles périodes de mobilité... "(p 286)

Il ne s'agit pas *:"de promouvoir le concept de "pleine activité" où les notions d'emploi, de travail et d'activité seraient à tort confondues et qui justifieraient la prise en charge par la collectivité, sous forme d'allocation universelle ou revenu d'existence. »*

Le Monde (16 avril) le résume :

D'une durée minimale de 5 ans, ce contrat individuel ne serait plus passé avec un employeur, mais avec une personne morale regroupant des entreprises publiques, ou privées, des associations, des universités et des centres de formation. Il permettrait pour chacun de combiner des contrats de travail, des périodes de formation, un statut d'indépendant et des congés d'utilité économique et sociale."

C'est légaliser les différentes formes de travail gratuit (travaux dits "d'utilité publique", d'utilité économique et sociale).

DE NOUVELLES " MAISON DE CORRECTION DE LA MISÈRE"

L'assurance chômage doit être détruite. Bernard Brunhes, dans son ouvrage Les habits neufs de l'emploi propose de supprimer l'indemnisation du chômage qui coûte cher aux entreprises et *de financer* la création d'emploi et l'aide à l'insertion.

Nombre de mesures actuelles dont la loi de Robien s'inspirent de ces propositions. Elles sont comme le contrat d'activité, comme la création des bassin d'emplois étroitement lié au développement des entreprises d'insertion.. Pour leur donner de l'ampleur, On propose *d'inciter chaque commune* à créer *une société à financement public* en utilisant les indemnités chômages, c'est à dire le salaire différé : *"L'objet de cette société, qui bien entendu ne devrait pas concurrencer les entreprises normales, serait double : cellule de mobilisation pour l'emploi (sic !), activités non rentables mais d'intérêt général"*

Les entreprises d'insertion ne sont que la forme actuelle des effroyables "Works houses" du milieu du XIXème siècle en Angleterre. Dans La situation des classes laborieuses en Angleterre, Friedrich Engels les présente ainsi :

"Le régime des prisons est en moyenne meilleur.(...) Afin que leur travail ne puisse concurrencer l'industrie privée on leur donne des occupations la plupart du temps passablement inutiles, les hommes cassent des cailloux (...), les femmes, les enfants, les vieillards effilochent des vieux cordages de navire.."

Engels conclut : c'est l'expression de l'attitude de la bourgeoisie vis à vis du prolétariat : utilisable, sinon qu'il crève !

"NOUVEAU PARTENARIAT SOCIAL" ET DESTRUCTION DES SYNDICATS OUVRIERS

Le rapport Boissonnat prône le remplacement du Code du Travail par la "norme contractuelle", cela exige "*de fortes coopérations économiques et sociales*"

Et de dénoncer la "crise du droit de la représentativité syndicale". Ce n'est pas en réalité de la perte du nombre d'adhérents des syndicats ouvriers dont se plaint la bourgeoisie mais du fait que dans le droit français, tous les syndicats et sections syndicales affiliés aux confédérations ouvrières (CGT ; CGT-FO) sont représentatifs quel que soit leur nombre d'adhérents ; de plus, "*la convention collective bénéficie aux non syndiqués comme aux syndiqués. Ni les syndicats, ni les salariés ne sont donc incités par le Droit à rechercher l'adhésion*". (p 308)
Ce système doit être remplacé par la consultation de type référendairedont le but est de briser la résistance du prolétariat.

Et de citer en exemple le référendum organisé dans une usine Fiat en 1994: le patronat menaçant de délocaliser la production, les travailleurs ont voté la banalisation du travail le samedi.

En fait gouvernement et patronat comptent sur la collaboration des appareils syndicaux : leur soutien devrait à terme permettre au gouvernement d'avancer dans la mise en place de ce "nouveau partenariat social" en modifiant le dispositif législatif (porter atteinte au droit syndical ; rendre obligatoire la négociation collective..) L'objectif, un "*véritable pouvoir de codétermination dans la gestion sociale de l'entreprise*", c'est une organisation sociale de type corporatiste. Cela implique la destruction des centrales syndicales ouvrières.

LES DIRIGEANTS OUVRIERS, INSTRUMENTS DE CETTE OFFENSIVE

L'obstacle à tous ces projets reste la puissance du prolétariat. Le moyen de le contourner est le dialogue social à tous les niveaux. La bourgeoisie veut le décentraliser au maximum au niveau des négociations d'entreprises. C'est l'objet de la loi relative au développement de la négociation collective, permettant de déroger au code du travail. En outre les dirigeants ouvriers organisent la bouzille des possibilités de combat de la classe ouvrière. Ils masquent la réalité des projets de la bourgeoisie, en présentant certains d'entre eux comme des revendications ouvrières afin que ces mesures passent du stade de projet à la réalité. C'est l'orientation adoptée par le 45° congrès de la CGT (voir l'article de CPS n°60 et la brochure que le Comité a consacré à ce congrès).

Le PS préconise « un nouveau contrat social », il propose de « libérer le travail du financement social ». Marc Blondel

évoque "des revendications nouvelles devant la transformation complète" que vivrait actuellement la société. (Le Monde du 29 octobre 1996). Pour R.Hue (L'Humanité 19/12/96) : *"Exprimer son attachement au progrès social aujourd'hui, ce n'est pas se déclarer partisan du statut quo social, ce n'est pas vouloir que rien ne bouge(...), c'est d'abord de la valorisation des travailleurs que dépend la compétitivité des entreprises."* Loin de combattre pour la défense intransigeante des acquis ouvriers, il reprend à son compte les revendications patronales : la compétitivité des entreprises impose un accroissement de la productivité, de l'intensité du travail, une exploitation accrue du salariat.

Dans ce cadre, le 29° congrès a décliné diverses propositions dont celle de sécurité-emploi-formation, décalque du contrat d'activité. Selon son initiateur, Paul Boccara, le plein emploi n'est plus possible, la classe ouvrière doit s'en accommoder :

Quant à la réforme du code du travail, Jean Maguiadas dirigeant de la CGT, dans l'Humanité du 23 octobre 1996 "*souhaite qu'on fasse appel à des juristes pour faire respecter « le droit constitutionnel au travail.* »". Ce faisant, il justifie ainsi la destruction du code du travail ; "*Pour un code du travail de notre temps, pour répondre aux défis nouveaux, pour de nouvelles garanties*".
Il faut encore citer la loi-cadre sur les 35H revendiquée par l'appareil de la CGT, déposée en projet par le PCF et qui propose la "*réorganisation du travail*" et des négociations "*au plus près des réalités*" d'entreprises.

DÉFENSE DES CONVENTIONS ET DES CONTRATS COLLECTIFS

Parce qu'ils défendent l'ordre bourgeois, le système capitaliste en crise, les appareils syndicaux et les partis ouvriers-bourgeois reprennent à leur compte les théories qui visent à justifier au nom des "innovations technico-organisationnelles" la sur-exploitation des travailleurs. C'est au nom de Karl Marx que les auteurs du numéro spécial d'Actuel Marx déjà cité reprennent les propositions du patronat et du rapport Boissonnat. Ainsi Benjamin Coriat, économiste professeur à l'Université de Paris XIII, auteur de nombreux ouvrages théoriques sur l'organisation du travail explique :

> *"Tous les modèles de travail nouveaux qui sont en gestation doivent (...) rechercher et obtenir l'engagement et l'implication des salariés dans leurs activités de travail [...] Les nouvelles techniques automatisées et informatisées exigent qu'en permanence les salariés effectuent les mille et une régulations sans quoi les dispositifs automatisés ne peuvent donner leur plein potentiel. Mieux encore, ils doivent pouvoir anticiper les dysfonctionnements et être disposés à le faire: le travail en situation d'automatisation forte change le caractère du travail et requiert engagement et disponibilité subjective de tous les instants. De leur côté les exigences de la compétition par la différenciation et la qualité poussent dans la même direction" (p 65).*

Parmi les moyens utilisés pour imposer cette sur-exploitation du travail salarié indispensable à la survie du capital en crise, l'auteur distingue *l'implication imposée et contrôlée* (mise en place à Fiat dans les années 80) *l'implication incitée* (modèle pratiqué par les firmes japonaises) *et l'implication négociée* (exemple de l'Allemagne) . B. Loriat considère qu'en Europe, la méthode japonaise n'est pas opérationnelle :

> *"Dans nos pays où rien de durable n'a jamais pu être construit sans une politique contractuelle de compromis explicites avec les salariés et leurs représentants, de telles pratiques ont peu de chance de pouvoir s'appliquer."*

Seule l'association des organisations syndicales à la négociation "*d'accords collectifs novateurs*" peut permettre à la bourgeoisie d'avancer dans la soumission de la classe ouvrière à ses intérêts. En effet, c'est par ses méthodes de classe que le prolétariat européeen a conquis ses droits et acquis, (conventions et contrats collectifs ; organisations ouvrières). Ce sont ces acquis qui contraignent la bourgeoisie a reconnaître la classeouvrière non comme une masse d'individus isolés mais comme une classe affirmant la solidarité collective de ses intérêts. Karl Marx explique que tout accord collectif arraché par les ouvriers pour le maintien du salaire a d'abord pour but "*de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste*";" *l'association devient plus nécessaire* (que le combat pour) *le salaire*".

Le nouveau "droit conventionnel" indispensable à la survie du capital n'a rien à voir avec les contrats collectifs arrachés par la classe ouvrière ; il en est la négation car son contenu c'est le retour à l'atomisation de la classe ouvrière maintenue par une organisation de type corporatiste de la société. L'individualisation des horaires ("*l'aménagement choisi des horaires individuels*" sic) va de pair avec *la mise en œuvre d'un véritable pouvoir de co-détermination du personnel.* C'est une nouvelle forme des "*comités sociaux d'établissement*" qui sous Pétain rassemblaient patrons et ouvriers dans "*une collaboration loyale*" !

Pour transformer les contrats collectifs qui unifient la classe ouvrière, préservent son indépendance, en accords qui la lient et la subordonnent étroitement aux besoins du capital, la bourgeoisie doit s'en prendre directement aux organisations de classe du prolétariat, à ses syndicats. C'est en obtenant des appareils syndicaux qu'ils signent des accords de collaboration de classe, "*accords collectifs novateurs dans leur contenu*" tels que ceux signés par les syndicats suédois et allemands que le patronat peut désarmer la classe ouvrière. Cette politique des appareils syndicaux de défense de l'ordre bourgeois est un puissant facteur de destruction des organisations syndicales.

DÉFENSE DES ACQUIS ET RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE

Le combat pour imposer aux dirigeants ouvriers la défense des acquis est indispensable: maintien du calcul hebdomadaire et journalier de la durée du travail, un seul contrat (le CDI), contre toute réforme du Code du Travail, contre toute flexibilité sous quelque forme que ce soit... Mais la lutte pour les revendications économiques n'est pas séparable de la lutte politique. Le combat pour imposer aux dirigeants ouvriers la rupture du dialogue social, la rupture avec le gouvernement Chirac Juppé, pour leur imposer de réaliser le front unique et d'engager le combat contre ce gouvernement pour le vaincre et le chasser est également indispensable.

Aujourd'hui, un chômage massif pèse en négatif sur la valeur de la force de travail ; utilisé comme une arme contre les acquis, il est une menace pour l'existence même de la classe ouvrière. La réduction du temps de travail dans le cadre du

système capitaliste, ne supprime pas le chômage. K.Marx explique :

"Au fond des harangues habituelles contre la réduction du temps de travail se trouve l'hypothèse (...) qu'on suppose stationnaire la productivité et l'intensité du travail dont en fait l'augmentation suit toujours de près le raccourcissement de la journée, si elle ne l'a pas déjà précédée (...) Plus le travail gagne en force productive, plus sa durée peut diminuer, et plus sa durée est raccourcie et plus son intensité peut décroître" (Le Capital livre I tome2 E.S. pages 198-200)

Dans les entreprises où le travail a été organisé pour améliorer la productivité (ce qui implique la diminution de la valeur de la force de travail) et l'intensité du travail (élévation des taux de plus value) le temps de travail a pu être réduit. Mais l'exploitation de la classe ouvrière s'est accrue : c'est la flexibilité des horaires qui a permis d'accroître la productivité du travail (optimisation du capital, des équipements).

"La direction grenobloise de Hewlett-Packard a adopté la semaine de quatre jours, instauré le fonctionnement vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept de son usine. Les 250 employés travaillent maintenant 26 heures et 50 minutes par semaines en poste de nuit, 33 heures et 30 minutes en poste d'après midi et 34 heures et 40 minutes en poste de matin. Leur salaire est le même que lorsqu'ils travaillaient 37,5 heures par semaine, alors que leur horaire hebdomadaire a diminué de 6 heures en moyenne. Ce supplément de rémunération horaire est(...) la contre-partie de l'acceptation par les intéressés des horaires flexibles. La production à triplé à Grenoble largement parce que les équipements fonctionnent en continu sept jours sur sept au lieu d'être inutilisés pendant deux jours comme c'était le cas avant la réorganisation."

Jérémy Rifkin auteur de ces lignes oublie de mentionner la liquidation de nombre d'acquis (entre autre la diminution du salaire réel dû à la suppression des heures supplémentaires....) Comme à Volkswagen, il s'agit de toute façon d'une diminution provisoire. Cette nouvelle accumulation de capital en appelle forcément une autre : les équipements ne pouvant pas fonctionner plus de sept jours sur sept, il faudra tenter d'imposer une augmentation de la plus value absolue en augmentant le temps de travail.

Actuellement le patronat de certaines entreprises se sert des gains de productivité liés à la flexibilité pour mettre en cause l'ensemble des acquis fondamentaux codifiés par des lois, des conventions et des statuts nationaux qui limitent la concurrence entre les salariés et donc l'exploitation à terme. C'est un accroissement de la durée du travail (bien au delà de la durée légale actuelle) qui se profile d'ores et déjà, combiné à un chômage massif (déguisé ou non). J. Rifkin fait le tableau suivant de la situation aux Etats Unis :

"La productivité américaine a plus que doublé depuis 1948, Pourtant, les américains travaillent plus d'heures aujourd'hui qu'il y a quarante ans. Ces dernières décennies le temps de travail à augmenté de 163 heures (un mois) par an. Plus de 25% de l'ensemble des employés à temps plein passent 49 heures ou plus à leur tâche chaque semaine (...) Le travailleur américain moyen perçoit aujourd'hui 3,5 jours de moins de congé payés ou indemnité au titre de l'assurance maladie qu'il n 'en percevait au début des années soixante dix (...) Si les tendances actuelles se prolongent jusqu 'à la fin de ce siècle, ils finiront par travailler autant que durant les années vingt (...)" (page 297).

LA SEULE ISSUE : LE SOCIALISME !

La seule solution au chômage est l'abolition du salariat, l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Dans le Programme de transition Trotsky indiquait :

*"**Le droit au travail** est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage tant structurel que conjoncturel, il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui d'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL".*

Revendication essentielle parce qu'elle exprime la nécessaire conservation de la classe ouvrière, son unité par le retour des chômeurs dans le processus de production. Elle doit être exprimée de façon à éviter tout rapprochement avec le partage du travail : réduction massive du temps de travail à hauteur de ce qui est nécessaire afin que la masse des chômeurs retrouvent un emploi dans le cadre du maintien de l'ensemble des acquis (salaires, contrats, durée et conditions de travail...) . En discutant avec des militants du SWP, L.D.Trotsky précisait :

« ...Qu'est-ce que cette revendication ? En réalité, c'est la description de l'organisation dans la société socialiste. Le nombre total des heures à fournir divisé par le nombre total des travailleurs (...) C'est le programme socialiste lui même, mais dans sa forme la plus simple, la plus proche des masses (...) Il est plus facile de renverser le capitalisme que de garantir effectivement l'échelle mobile des salaires et des heures de travail dans le cadre du système capitaliste. Aucune de nos revendications ne sera réalisée dans ce cadre, c'est pourquoi nous les appelons transitoires : elles établissent un pont qui nous permet d'atteindre les travailleurs et un vrai pont pour aller à la révolution socialiste."

L'échelle mobile des heures de travail est donc une revendication politique (L'échelle mobile des heures de travail implique la diminution du temps de travail sans diminution des salaires réels, sans flexibilité d'aucune sorte). Elle vise à mobiliser le prolétariat au nom du droit au travail pour qu'il combatte pour son existence en tant que classe. Elle le dresse contre le régime capitaliste (dont elle ne peut qu'aggraver la crise), contre les États et gouvernements bourgeois, pour les renverser, prendre le pouvoir. Elle doit être en connexion directe avec l'objectif d'établir et de réaliser un plan de production (sous contrôle ouvrier) correspondant aux besoins des masses. Il faut pour cela exproprier le capital. 2 avril 1997